

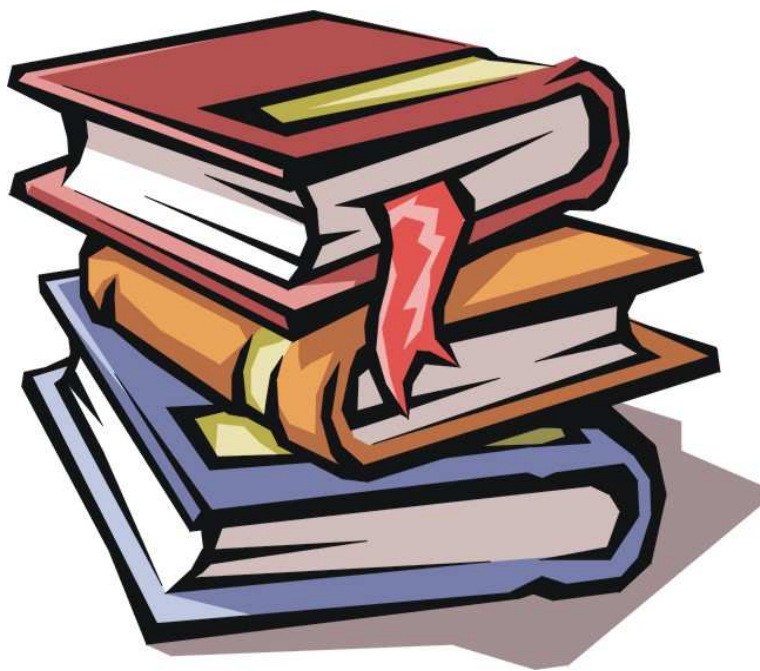


*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

RECUEIL  
DES ACTES ADMINISTRATIFS  
DE LA PREFECTURE  
DES YVELINES



N° 107  
Du 19 septembre 2016

# Sommaire RAA N ° 107 du 19 septembre 2016

## Agence régionale de santé

### Délégation Territoriale des Yvelines

#### Versailles

|  |          |
|--|----------|
| Décision tarifaire n° 135 portant fixation du prix de fixation pour l'année 2016 du montant et de la répartition de la dotation globalisée commune prévue au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens de CESAP | Décision |
| Décision tarifaire n° 557 portant fixation du prix de journée pour l'année 2016 de INSTITUT D'EDUCATION MOTRICE  | Décision |
| Décision tarifaire n° 571 portant fixation du prix de journée pour l'année 2016 de IME LE PRE D'ORIENT   | Décision |
| Décision tarifaire n° 577 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2016 de SESSAD LE PRE D'ORIENT   | Décision |
| Décision tarifaire n° 591 portant fixation du prix de journée pour l'année 2016 de ITEP LA BOISSIERE   | Décision |
| Décision tarifaire n° 601 portant fixation du prix de journée pour l'année 2016 de IME PLAINE DU MOULIN  | Décision |

### Direction Territoriale des Yvelines

#### Versailles

|   |          |
|---|----------|
| décision tarifaire n° 1920 portant modification de la dotation globale de soins pour l'année 2016 de CAJ LA PORTE VERTE | Décision |
| décision tarifaire n° 1919 portant modification de la dotation globale de soins pour l'année 2016 de CAJ LE CATALPA     | Décision |

## DIRECCTE - UT 75

|  |          |
|--|----------|
| DECISION n° 2016.09.01. PORTANT SUBDELEGATION DE SIGNATURE | Décision |
|--|----------|

## Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire

### BSR

#### SR

|  |        |
|--|--------|
| A 13 BAILLY A ORGEVAL : TP de réfection des enrobés du Lundi 12 septembre au Jeudi 20 octobre 2016 de 22h00 à 5h30 avec 2 déviations     | Arrêté |
| TP sur la RN 12 à LA QUEUE-LES-YVELINES TP sens Créteil / Dreux et fermeture bretelle 18b de sortie Millemont du 19 au 23 septembre 2016 | Arrêté |

## Préfecture des Yvelines

DRE

**BENVEP**

arrêté déclarant d'utilité publique le renouvellement du viaduc de Marly

Arrêté

### **Elections**

Arrêté portant sur les bureaux de vote de Carrières-sous-Poissy

Arrêté

Arrêté portant sur les bureaux de vote de Montesson

Arrêté

## Yvelines

### **Direction départementale interministérielle des territoires**

Arrêté modificatif portant ouverture et clôture de la chasse pour la campagne 2016-2017 dans le département des Yvelines

Arrêté

### **S/Prefecture de Mantes la Jolie**

**PDMS**

ARRETE PORTANT AUTORISATION DE MANIFESTATION SPORTIVE - N°PDMS 2016/ 145 "7ème édition du trail des fonds de Cayenne "

Arrêté

ARRETE PORTANT AUTORISATION DE MANIFESTATION SPORTIVE - N°PDMS 2016/ 146 "cross de la tortue"

Arrêté

ARRETE PORTANT AUTORISATION DE MANIFESTATION SPORTIVE - N°PDMS 2016/ 147 "la foulée chesnaysienne "

Arrêté



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

## Décision n° 2016166-0016

signé par

**Monique REVELLI, La Déléguée Territoriale des Yvelines**

**Le 14 juin 2016**

**Agence régionale de santé  
Délégation Territoriale des Yvelines**

**Décision tarifaire n° 135 portant fixation du prix fixation pour l'année 2016 du montant et de la répartition de la dotation globalisée commune prévue au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens de CESAP**

DECISION TARIFAIRE N°135 PORTANT FIXATION POUR L'ANNEE 2016  
DU MONTANT ET DE LA REPARTITION DE LA DOTATION GLOBALISEE COMMUNE PREVUE AU CONTRAT  
PLURIANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DE  
CESAP - 750815821

POUR LES ETABLISSEMENTS ET SERVICES SUIVANTS

Etablissement pour enfants et adolescents polyhandicapés - CENTRE LES HEURES CLAIRES - 780801650

Centre d'accueil familial spécialisé (CAFS) - CAFS LES HEURES CLAIRES - 780801684

Service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) - SESAD GRAINE D'ETOILE DU CESAP - 780821583

Le Directeur Général de l'ARS Ile-de-France

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2015-1702 du 21/12/2015 de financement de la Sécurité Sociale pour 2016 publiée au Journal Officiel du 22/12/2015 ;
- VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU l'arrêté ministériel du 27/04/2016 publié au Journal Officiel du 10/05/2016 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2016 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
- VU la décision du directeur de la CNSA en date du 04/05/2016 publiée au Journal Officiel du 13/05/2016 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2016 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
- VU le décret du 1er juillet 2015 portant nomination de Monsieur Christophe DEVYS en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué territorial de YVELINES en date du 17/08/2015 ;
- VU l'arrêté en date du 29/10/1998 autorisant la création de la structure Etablissement pour enfants et adolescents polyhandicapés dénommée CENTRE LES HEURES CLAIRES (780801650) sise 2, CHE DU GALICET, 78840, FRENEUSE et gérée par l'entité dénommée CESAP (750815821) ;  
l'arrêté en date du 29/10/1998 autorisant la création de la structure Centre d'accueil familial spécialisé (CAFS) dénommée CAFS LES HEURES CLAIRES (780801684) sise 2, CHE DU GALICET, 78840, FRENEUSE et gérée par l'entité dénommée CESAP (750815821) ;  
l'arrêté en date du 18/12/1986 autorisant la création de la structure Service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) dénommée SESAD GRAINE D'ETOILE DU CESAP (780821583) sise 30, R DE LA CEINTURE, 78000, VERSAILLES et gérée par l'entité dénommée CESAP (750815821) ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu le 22/03/2013 entre l'entité dénommée CESAP - 750815821 et les services de l'Agence Régionale de Santé ;

DECIDE

ARTICLE 1<sup>ER</sup> Pour l'exercice budgétaire 2016, la dotation globalisée commune des établissements et services médico-sociaux financés par l'assurance maladie, gérés par l'entité dénommée CESAP (750815821) dont le siège est situé 62, R DE LA GLACIERE, 75013, PARIS 13EME, a été fixée en application des dispositions du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens susvisé à 7 848 998.67 € et se répartit comme suit :

- Personnes handicapées : 7 848 998.67 €

| Centre d'accueil familial spécialisé (CAFS) : 1 419 961.79 €                |                                |   |  |
|---|--------------------------------|---|--|
| FINESS  | ETABLISSEMENT                  | DOTATION IMPUTABLE A L'ASSURANCE MALADIE EN EUROS | DOTATION IMPUTABLE AUX DEPARTEMENTS EN EUROS |
| 780801684   | CAFS LES HEURES CLAIRES        | 1 419 961.79                                      | 0.00   |
| Etablissement pour enfants et adolescents polyhandicapés : 5 538 015.26 €   |                                |   |  |
| FINESS  | ETABLISSEMENT                  | DOTATION IMPUTABLE A L'ASSURANCE MALADIE EN EUROS | DOTATION IMPUTABLE AUX DEPARTEMENTS EN EUROS |
| 780801650   | CENTRE LES HEURES CLAIRES      | 5 538 015.26                                      | 0.00   |
| Service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) : 891 021.62 € |                                |   |  |
| FINESS  | ETABLISSEMENT                  | DOTATION IMPUTABLE A L'ASSURANCE MALADIE EN EUROS | DOTATION IMPUTABLE AUX DEPARTEMENTS EN EUROS |
| 780821583   | SESAD GRAINE D'ETOILE DU CESAP | 891 021.62  | 0.00   |

ARTICLE 2 La dotation globalisée commune est versée par douzième dans les conditions prévues à l'article R314-43-1 du CASF et s'établit à :

- Personnes handicapées : 654 083.22 € ;

ARTICLE 3 Les tarifs journaliers mentionnés à l'article R314-112 du CASF des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées sont :

| MODALITES D'ACCUEIL | TARIF<br>JOURNALIER<br>EN EUROS |
|---------------------|---------------------------------|
| EEAP                |                                 |
| Internat            | 404.18                          |
| Semi-internat       |                                 |
| Externat            |                                 |
| Autres 1            |                                 |
| Autres 2            |                                 |
| Autres 3            |                                 |
| CAFS                |                                 |
| Internat            | 243.14                          |
| Semi-internat       |                                 |
| Externat            |                                 |
| Autres 1            |                                 |
| Autres 2            |                                 |
| Autres 3            |                                 |
| SESSAD              |                                 |
| Internat            |                                 |
| Semi-internat       |                                 |
| Externat            |                                 |
| Autres 1            |                                 |
| Autres 2            |                                 |

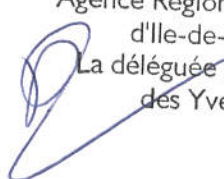
|          |  |
|----------|--|
| Autres 3 |  |
|----------|--|

- ARTICLE 4 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 1, Place du palais royal, 75100, Paris dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.
- ARTICLE 5 La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.
- ARTICLE 6 Le directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire « CESAP » (750815821) et à la structure dénommée CENTRE LES HEURES CLAIRES (780801650).

FAIT A Versailles , LE 14 juin 2016

Par délégation, le Délégué territorial

Agence Régionale de Santé  
d'Ile-de-France  
La déléguée territoriale  
des Yvelines



Monique REVELLI





*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DES YVELINES**

## Décision n° 2016173-0012

signé par

**Myriam BURDIN, Pour délégation, pour la Déléguée Territoriale des Yvelines**

**Le 21 juin 2016**

**Agence régionale de santé  
Délégation Territoriale des Yvelines**

**Décision tarifaire n° 557 portant fixation du prix de journée pour l'année 2016 de INSTITUT  
D'EDUCATION MOTRICE**

DECISION TARIFAIRE N°557 PORTANT FIXATION DU PRIX DE JOURNEE  
POUR L'ANNEE 2016 DE  
INSTITUT D'EDUCATION MOTRICE - 780690285

Le Directeur Général de l'ARS Ile-de-France

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2015-1702 du 21/12/2015 de financement de la Sécurité Sociale pour 2016 publiée au Journal Officiel du 22/12/2015 ;
- VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU l'arrêté ministériel du 27/04/2016 publié au Journal Officiel du 10/05/2016 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2016 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
- VU la décision du directeur de la CNSA en date du 04/05/2016 publiée au Journal Officiel du 13/05/2016 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2016 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
- VU le décret du 1er juillet 2015 portant nomination de Monsieur Christophe DEVYS en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué territorial de YVELINES en date du 17/08/2015
- VU l'arrêté en date du 04/04/1967 autorisant la création de la structure IEM dénommée INSTITUT D'EDUCATION MOTRICE (780690285) sise 2, GRANDE RUE, 78870, BAILLY et gérée par l'entité dénommée SOCIETE PHILANTHROPIQUE (750720492) ;

- Considérant la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 29/10/2015 par la personne ayant qualité pour représenter la structure dénommée INSTITUT D'EDUCATION MOTRICE (780690285) pour l'exercice 2016 ;
- Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 14/06/2016, par la délégation territoriale de YVELINES ;
- Considérant la réponse à la procédure contradictoire en date du 22/06/2016 adressée par la personne ayant qualité pour représenter l'entité gestionnaire ;
- Considérant la décision d'autorisation budgétaire finale en date du 29/06/2016

DECIDE

ARTICLE 1<sup>ER</sup> Pour l'exercice budgétaire 2016, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la structure dénommée INSTITUT D'EDUCATION MOTRICE (780690285) sont autorisées comme suit :

|          | GROUPES FONCTIONNELS   | MONTANTS EN EUROS |
|----------|--|-------------------|
| DEPENSES | Groupe I<br>Dépenses afférentes à l'exploitation courante      | 1 339 775.00      |
|          | - dont CNR   | 0.00              |
|          | Groupe II<br>Dépenses afférentes au personnel                  | 6 385 352.00      |
|          | - dont CNR   | 76 011.10         |
|          | Groupe III<br>Dépenses afférentes à la structure               | 759 204.74        |
|          | - dont CNR   | 86 677.00         |
|          | Reprise de déficits  |                   |
|          | TOTAL Dépenses   | 8 484 331.74      |
| RECETTES | Groupe I<br>Produits de la tarification                        | 8 322 029.74      |
|          | - dont CNR   | 162 688.10        |
|          | Groupe II<br>Autres produits relatifs à l'exploitation         | 43 100.00         |
|          | Groupe III<br>Produits financiers et produits non encaissables | 19 202.00         |
|          | Reprise d'excédents  | 100 000.00        |
|          |  | TOTAL Recettes    |

Dépenses exclues des tarifs : 0.00 €

ARTICLE 2 Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations de la structure dénommée INSTITUT D'EDUCATION MOTRICE (780690285) est fixée comme suit, à compter du 01/07/2016 ;

| MODALITES D'ACCUEIL | PRIX DE JOURNEE<br>EN EUROS |
|---------------------|-----------------------------|
| Internat            | 396.38                      |
| Semi internat       | 396.38                      |
| Externat            |                             |
| Autres 1            |                             |
| Autres 2            |                             |
| Autres 3            |                             |

ARTICLE 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 1, Place du palais royal, 75100, Paris dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

ARTICLE 5 Le directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire « SOCIETE PHILANTHROPIQUE » (750720492) et à la structure dénommée INSTITUT D'EDUCATION MOTRICE (780690285).

FAIT A *Versailles*, LE 29 JUIN 2016

Par déléguation, *ve* Délégué territorial

  
Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France  
Délégation Territoriale des Yvelines  
Responsable du pôle Offre de Soins et Médico-sociale

**Myriam BURDIN**



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DES YVELINES**

## Décision n° 2016181-0018

**signé par**

**Myriam BURDIN, Pour délégation, pour la Déléguée Territoriale des Yvelines**

**Le 29 juin 2016**

**Agence régionale de santé  
Délégation Territoriale des Yvelines**

**Décision tarifaire n° 571 portant fixation du prix de journée pour l'année 2016 de IME LE PRE  
D'ORIENT**

DECISION TARIFAIRE N°571 PORTANT FIXATION DU PRIX DE JOURNEE  
POUR L'ANNEE 2016 DE  
IME LE PRE D'ORIENT - 780690244

Le Directeur Général de l'ARS Ile-de-France

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2015-1702 du 21/12/2015 de financement de la Sécurité Sociale pour 2016 publiée au Journal Officiel du 22/12/2015 ;
- VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU l'arrêté ministériel du 27/04/2016 publié au Journal Officiel du 10/05/2016 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2016 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
- VU la décision du directeur de la CNSA en date du 04/05/2016 publiée au Journal Officiel du 13/05/2016 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2016 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
- VU le décret du 1er juillet 2015 portant nomination de Monsieur Christophe DEVYS en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué territorial de YVELINES en date du 17/08/2015
- VU l'arrêté en date du 11/09/1972 autorisant la création de la structure IME dénommée IME LE PRE D'ORIENT (780690244) sise 2, ALL DU GUI, 78170, LA CELLE-SAINT-CLOUD et gérée par l'entité dénommée ASS.PR LA PROMOTION DES ENFANTS (780708319) ;

- Considérant la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 23/10/2015 par la personne ayant qualité pour représenter la structure dénommée IME LE PRE D'ORIENT (780690244) pour l'exercice 2016 ;
- Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 14/06/2016, par la délégation territoriale de YVELINES ;
- Considérant la réponse à la procédure contradictoire en date du 28/06/2016 adressée par la personne ayant qualité pour représenter l'entité gestionnaire ;
- Considérant la décision d'autorisation budgétaire finale en date du 29/06/2016

DECIDE

ARTICLE 1<sup>ER</sup> Pour l'exercice budgétaire 2016, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la structure dénommée IME LE PRE D'ORIENT (780690244) sont autorisées comme suit :

|          | GROUPES FONCTIONNELS   | MONTANTS EN EUROS |
|----------|--|-------------------|
| DEPENSES | Groupe I<br>Dépenses afférentes à l'exploitation courante      | 238 100.00        |
|          | - dont CNR   | 0.00              |
|          | Groupe II<br>Dépenses afférentes au personnel                  | 785 117.30        |
|          | - dont CNR   | 6 653.00          |
|          | Groupe III<br>Dépenses afférentes à la structure               | 134 617.00        |
|          | - dont CNR   | 10 000.00         |
|          | Reprise de déficits  |                   |
|          | TOTAL Dépenses   | 1 157 834.30      |
| RECETTES | Groupe I<br>Produits de la tarification                        | 1 128 771.78      |
|          | - dont CNR   | 16 653.00         |
|          | Groupe II<br>Autres produits relatifs à l'exploitation         | 6 301.00          |
|          | Groupe III<br>Produits financiers et produits non encaissables | 0.00              |
|          | Reprise d'excédents  | 22 761.52         |
|          | TOTAL Recettes   | 1 157 834.30      |

Dépenses exclues des tarifs : 0.00 €

ARTICLE 2 Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations de la structure dénommée IME LE PRE D'ORIENT (780690244) est fixée comme suit, à compter du 01/07/2016 ;

| MODALITES D'ACCUEIL | PRIX DE JOURNEE EN EUROS |
|---------------------|--------------------------|
| Internat            | 0.00                     |
| Semi internat       | 166.47                   |
| Externat            | 0.00                     |
| Autres 1            | 0.00                     |
| Autres 2            | 0.00                     |
| Autres 3            | 0.00                     |

ARTICLE 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 1, Place du palais royal, 75100, Paris dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

ARTICLE 5 Le directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire « ASS.PR LA PROMOTION DES ENFANTS » (780708319) et à la structure dénommée IME LE PRE D'ORIENT (780690244).

FAIT A *Versailles*, LE 29 JUIN 2016

Par délégation, le Délégué territorial

*Myriam Burdin*  
Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France  
Délégation Territoriale des Yvelines  
Responsable du pôle Soins de Santé et Médico-sociale

**Myriam BURDIN**



## PRIX DE JOURNEE 2016 (tarification initiale)

**Etablissement :** IME LE PRE D'ORIENT

**Localité :** LA CELLE ST CLOUD

Prix de journée en vigueur au 1er janvier 2016 (dernier prix de journée 2015)

| Budget prévisionnel 2016 (A)<br>Produit de la tarification | Nombre prévisionnel de journées 2016<br>activité prévisionnelle | Nombre de journées réalisées entre le<br>1er janvier et 30 juin 2016<br>(1) | Prix de journée en vigueur (2) | Budget perçu entre le 1er janvier et le 30 juin 2016<br>(B) = (1) x (2) |
|--|---|---|--------------------------------|---|
| 1 128 771,78 €   | 6 904   | 4 001   | 161,34 €                       | 645 521,34 €  |

**Nouvelle tarification au 1er juillet 2016**

| Budget restant à percevoir: (A)<br>(B) | Nombre de journées restant à réaliser | Nouveau prix de journée<br>au 1er juillet 2016 |
|--|---------------------------------------|--|
| 483 250,44 €                           | 2 903                                 | <b>166,47 €</b>                                |

Prix de journée en vigueur à partir du 1er janvier 2017

| Budget prévisionnel 2016 | Dont CNR et résultat | Base pérenne de tarification 2016 | Nombre prévisionnel de<br>journées | Nouveau prix de journée à compter du<br>1er janvier 2017 |
|--------------------------|----------------------|-----------------------------------|------------------------------------|--|
| 1 128 771,78 €           | -6 108,52 €          | 1 134 880,30 €                    | 6 904                              | <b>164,38 €</b>  |

# CHARGES ET PRODUITS

## IME LE PRE D'ORIENT

DECISION BUDGETAIRE

|   | CA 2014 arrêté | BP 2015 arrêté | BP 2015 reconductible | BP 2016 demandé |                   | Ecart en %<br>(BP 2016 demandé /<br>BP 2015 reconductible) | BP 2016 arrêté | Ecart en %<br>(BP 2016 arrêté /<br>BP 2015 reconductible) | Ecart en €<br>(BP 2016 arrêté /<br>BP 2015 reconductible) |
|---|----------------|----------------|-----------------------|-----------------|-------------------|--|----------------|---|---|
|   |                |                |                       | Reconduction    | Mesures nouvelles |  |                |   |   |
| <b>Groupe 1</b><br>Dépenses afférentes à l'exploitation courante<br>dont CNVR | 253 395,82 €   | 242 376,00 €   | 237 376,00 €          | 248 631,00 €    | 600,00 €          | 4,99%  | 238 100,00 €   | 0,31%   | 724 €   |
| <b>Groupe 2</b><br>Dépenses afférentes au personnel<br>dont CNVR              | 785 750,16 €   | 788 712,73 €   | 774 312,73 €          | 804 214,45 €    | 22 009,00 €       | 6,70%  | 785 117,30 €   | 1,40%   | 10 805 €  |
| <b>Groupe 3</b><br>Dépenses afférentes à la structure<br>dont CNVR            | 259 376,64 €   | 136 841,00 €   | 123 341,00 €          | 141 611,00 €    | 2 836,00 €        | 17,11%   | 134 617,00 €   | 9,14%   | 11 276 €  |
| <b>Total dépenses d'exploitation</b>  | 1 298 522,62 € | 1 167 929,73 € | 1 135 029,73 €        | 1 194 456,45 €  | 25 445,00 €       | 7,48%  | 1 157 834,30 € | 2,01%   | 22 805 €  |

Déficit de la section d'exploitation reporté

0,00

0,00

0,00

**solde**

**0,00**

|                              |                     |
|------------------------------|---------------------|
| cifé nette<br>reconductible: | 1 128 728,73        |
| ix : 0,515%                  | <b>1 134 880,30</b> |
| cifé nette<br>demandée:      | 1 213 738,45        |
| cifé nette<br>accordée       | 1 151 533,30        |

### Produits

|   |                |                |                |                |             |         |                |         |           |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|-------------|---------|----------------|---------|-----------|
| <b>Groupe 1</b><br>Produits de la tarification et assimilés         | 1 266 641,00 € | 1 153 298,73 € | 1 153 298,73 € | 1 166 551,93 € | 25 445,00 € | 3,27%   | 1 128 771,78 € | -2,13%  | -24 527 € |
| <b>Groupe 2</b><br>Autres produits relatifs à l'exploitation        | 32 366,36 €    | 6 301,00 €     | 6 301,00 €     | 6 143,00 €     | 0,00 €      | -2,51%  | 6 301,00 €     | 0,00%   | 0 €       |
| <b>Groupe 3</b><br>Produits financiers et produits non encaissables | 31 310,40 €    | 0,00 €         | 0,00 €         | 0,00 €         | 0,00 €      | #DIV/0! | 0,00 €         | #DIV/0! | 0 €       |
| <b>Total recettes d'exploitation</b>                                | 1 330 317,76 € | 1 159 599,73 € | 1 159 599,73 € | 1 171 694,93 € | 25 445,00 € | 3,24%   | 1 135 072,78 € | -2,12%  | -24 527 € |

Excédent de la section d'exploitation reporté

22 761,52 €

22 761,52 €

22 761,52 €

**BASE PERENNE DE TARIFICATION AU 31/12/2016 : 1 134 880,30 €**

# BUDGET PREVISIONNEL 2016

## ACTIVITE

IME LE PRE D'ORIENT

| ACTIVITE THEORIQUE       |                         |                         |  |                       |
|--------------------------|-------------------------|-------------------------|--|-----------------------|
| Lits ou places réels N-2 | Lits ou places financés | Nb de jours d'ouverture | Nb de jours de présence des travailleurs en ESAT | Nb de jours théorique |
| (1)                      | (2)                     | (3)                     | (4)  | 5 = (2) x (3)         |
| <b>TOTAL</b>             | <b>35</b>               | <b>35</b>               | <b>207</b>                                       | <b>0</b>              |

| ACTIVITE PAR DEROGATION |                         |                           |
|-------------------------|-------------------------|---------------------------|
| Nbre de personnes       | Nb de journées poposées | Nbre de journées allouées |
| (6)                     | (7)                     | (8)                       |
|                         |                         |                           |

|                      |    |    |     |       |
|----------------------|----|----|-----|-------|
| Externat             |    |    |     | 0     |
| Intégration scolaire |    |    |     | 0     |
| Semi-internat        | 35 | 35 | 207 | 7 245 |
| Internat             |    |    |     | 0     |
| Autre : forfaits     |    |    |     |       |
| Autre                |    |    |     | 0     |

|  |  |  |
|--|--|--|
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

| ACTIVITE PREVISIONNELLE  |               |               |               |              |               |                   |               |                                      |               |
|--------------------------|---------------|---------------|---------------|--------------|---------------|-------------------|---------------|--------------------------------------|---------------|
| Nature                   | CA N-4 (2012) | CA N-3 (2013) | CA N-2 (2014) | Moyenne      | BP N-1 (2015) | BP 2016 proposé N |               | BP 2016 retenu par le tarifificateur |               |
|                          |               |               |               |              |               | Nbre              | Tx d'occupat. | Nbre                                 | Tx d'occupat. |
|                          | (9)           | (10)          | (12)          | (13)         | (14)          | (15)              | (16)          | (17)                                 | (18)          |
| <b>TOTAL en journées</b> | <b>6 863</b>  | <b>7 026</b>  | <b>6 824</b>  | <b>6 904</b> | <b>6 882</b>  | <b>6 904</b>      | <b>95,29%</b> | <b>6 904</b>                         | <b>95,29%</b> |

|                      |       |       |       |       |       |       |        |       |        |
|----------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|-------|--------|
| Externat             |       |       |       | 0     |       |       |        |       |        |
| Intégration scolaire |       |       |       | 0     |       |       |        |       |        |
| Semi-internat        | 6 863 | 7 026 | 6 824 | 6 904 | 6 882 | 6 904 | 95,29% | 6 904 | 95,29% |
| Internat             |       |       |       | 0     |       |       |        |       |        |
| Autre: forfaits      |       |       |       | 0     |       |       |        |       |        |
| Autre                |       |       |       | 0     |       |       |        |       |        |

| NOMBRE DE JOURNEES PREVISIONNELLES<br>AMENDEMENT CRETON |   |                       |                         |
|---|---|-----------------------|-------------------------|
| Total   | + 20 ans orientés CAT, AP (1) et CDTD (2) | + 20 ans orientés MAS | + 20 ans orientés Foyer |
| (de 1 à 3)  | (1)                                       | (2)                   | (3)                     |
| <b>TOTAL</b>  | <b>0</b>                                  | <b>0</b>              | <b>0</b>                |

|               |  |  |  |  |
|---------------|--|--|--|--|
| Externat      |  |  |  |  |
| Semi-internat |  |  |  |  |
| Internat      |  |  |  |  |
| Autres        |  |  |  |  |

**TABLEAU DE CALCUL DES TARIFS**

**IME LE PRE D'ORIENT**

|  |  | PROPOSITION DE L'ETABLISSEMENT | RETENU PAR L'AUTORITE DE TARIFICATION |
|--|--|--------------------------------|---------------------------------------|
| A  | TOTAL CHARGES GROUPE I + II + III  | 1 219 901,45 €                 | 1 157 834,30 €                        |
| B  | PRODUITS EN ATTENUATION<br>TOTAL GROUPE II + III   | 6 143,00 €                     | 6 301,00 €                            |
| C  | Reprises sur le compte 11511 (excédent affecté au financement des mesures d'exploitation non reductibles) et le compte 10687 (excédent affecté en réserve de compensation des charges d'amortissement)                   |                                |                                       |
| D  | Dotation (débits) de l'exercice aux amortissements comptables excédentaires différés (compte 116-1)  |                                |                                       |
| E  | Solde débiteur du compte 116-2: Dépenses pour congés payés ou solde créditeur du compte 4282: Dettes provisionnées pour congés à payer   |                                |                                       |
| F  | Provisionnements (débits) de l'exercice au compte 116-3: Autres droits acquis par les salariés non provisionnés en application du 3° de l'article R314-45 du code de l'action sociale et des familles et au compte 116-8 |                                |                                       |
| G  | Dépenses nettes autorisées: A-(B+C+D+E+F)  | 1 213 758,45 €                 | 1 151 533,30 €                        |
| H  | (+/-) Reprises de résultat   | 22 761,52 €                    | 22 761,52 €                           |
|  | <b>Total à prendre en compte pour le calcul des tarifs = G - H</b>   | <b>1 190 996,93 €</b>          | <b>1 128 771,78 €</b>                 |
| <b>Dotations globales de financement</b> |  | <b>1 190 996,93 €</b>          | <b>1 128 771,78 €</b>                 |

|   |                 |                 |
|---|-----------------|-----------------|
| <b>Nombre de journées</b>               | <b>6 904</b>    | <b>6 904</b>    |
| Externat                                | 0               | 0               |
| Intégration scolaire                    | 0               | 0               |
| Semi-internat                           | 6 904           | 6 904           |
| Internat                                | 0               | 0               |
| <b>Prix de journée moyen de l'année</b> | <b>172,51 €</b> | <b>163,50 €</b> |
| Externat                                |                 |                 |
| Intégration scolaire                    |                 |                 |
| Semi-internat                           |                 |                 |
| Internat                                |                 |                 |

|  |  |  |
|--|--|--|
| <b>Nombre de forfaits ou de séances</b>                  |  |  |
| <b>Prix moyen sur l'année du forfait ou de la séance</b> |  |  |

IME LE PRE D'ORIENT

CNR

16 653 €

**Groupe I (dépenses afférentes à l'exploitation courante)**

|         | CA 2014      | BP 2016 reconductible | BP 2016 proposé | BP 2016 retenu      |
|---------|--------------|-----------------------|-----------------|---------------------|
| Montant | 253 395,82 € | 237 376,00 €          | 249 231,00 €    | <b>238 100,00 €</b> |

**Groupe II (dépenses afférentes au personnel)**

|         | CA 2014      | BP 2016 reconductible | BP 2016 proposé | BP 2016 retenu      |
|---------|--------------|-----------------------|-----------------|---------------------|
| Montant | 785 750,16 € | 774 312,73 €          | 826 223,45 €    | <b>785 117,30 €</b> |

6 653 € gratifications de stagiaires

**Groupe III (dépenses afférentes à la structure)**

|         | CA 2014      | BP 2016 reconductible | BP 2016 proposé | BP 2016 retenu      |
|---------|--------------|-----------------------|-----------------|---------------------|
| Montant | 259 376,64 € | 123 341,00 €          | 144 447,00 €    | <b>134 617,00 €</b> |

10 000 € travaux (réfection de la salle d'Arts plastiques : peinture sols faux plafonds lumineux)



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DES YVELINES**

## Décision n° 2016181-0019

**signé par**

**Myriam BURDIN, Pour délégation, pour la Déléguée Territoriale des Yvelines**

**Le 29 juin 2016**

**Agence régionale de santé  
Délégation Territoriale des Yvelines**

**Décision tarifaire n° 577 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2016 de  
SESSAD LE PRE D'ORIENT**

DECISION TARIFAIRE N°577 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE  
SOINS POUR L'ANNEE 2016 DE  
SESSAD LE PRE D'ORIENT - 780824934

Le Directeur Général de l'ARS Ile-de-France

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles;
- VU le Code de la Sécurité Sociale;
- VU la loi n° 2015-1702 du 21/12/2015 de financement de la Sécurité Sociale pour 2016 publiée au Journal Officiel du 22/12/2015;
- VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles;
- VU l'arrêté ministériel du 27/04/2016 publié au Journal Officiel du 10/05/2016 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2016 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés;
- VU la décision du directeur de la CNSA en date du 04/05/2016 publiée au Journal Officiel du 13/05/2016 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2016 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF;
- VU le décret du 1er juillet 2015 portant nomination de Monsieur Christophe DEVYS en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué territorial de YVELINES en date du 17/08/2015;
- VU l'arrêté en date du 17/10/1990 autorisant la création d'une structure SESSAD dénommée SESSAD LE PRE D'ORIENT (780824934) sise 2, ALL DU GUI, 78170, LA CELLE-SAINT-CLOUD et gérée par l'entité dénommée ASS.PR LA PROMOTION DES ENFANTS (780708319);

- Considérant la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 23/10/2015 par la personne ayant qualité pour représenter la structure dénommée SESSAD LE PRE D'ORIENT (780824934) pour l'exercice 2016;
- Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 20/06/2016, par la délégation territoriale de YVELINES;
- Considérant la réponse à la procédure contradictoire en date du 28/06/2016 adressée par la personne ayant qualité pour représenter l'entité gestionnaire ;
- Considérant la décision d'autorisation budgétaire finale en date du 29/06/2016.

DECIDE

ARTICLE 1<sup>ER</sup> La dotation globale de soins s'élève à 799 379.35 € pour l'exercice budgétaire 2016, couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2016.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de la structure dénommée SESSAD LE PRE D'ORIENT (780824934) sont autorisées comme suit :

|          | GROUPES FONCTIONNELS   | MONTANTS<br>EN EUROS |
|----------|--|----------------------|
| DEPENSES | Groupe I<br>Dépenses afférentes à l'exploitation courante      | 112 655.40           |
|          | - dont CNR   | 0.00                 |
|          | Groupe II<br>Dépenses afférentes au personnel                  | 588 429.00           |
|          | - dont CNR   | 5 544.00             |
|          | Groupe III<br>Dépenses afférentes à la structure               | 109 658.00           |
|          | - dont CNR   | 27 740.00            |
|          | Reprise de déficits  |                      |
|          | TOTAL Dépenses   | 810 742.40           |
| RECETTES | Groupe I<br>Produits de la tarification                        | 799 379.35           |
|          | - dont CNR   | 33 284.00            |
|          | Groupe II<br>Autres produits relatifs à l'exploitation         | 7 000.00             |
|          | Groupe III<br>Produits financiers et produits non encaissables | 0.00                 |
|          | Reprise d'excédents  | 4 363.05             |
|          |  | TOTAL Recettes       |

Dépenses exclues des tarifs : 0.00



- ARTICLE 2 La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 66 614.95 €;
- Soit un tarif journalier de soins de 168.68 €.
- ARTICLE 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 1, Place du palais royal, 75100, Paris dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.
- ARTICLE 4 La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.
- ARTICLE 5 Le directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire «ASS.PR LA PROMOTION DES ENFANTS» (780708319) et à la structure dénommée SESSAD LE PRE D'ORIENT (780824934).

FAIT A *Versailles*, LE 29 JUIN 2016

Par délégation, *Me* Délégué territorial

*Myriam Burdin*  
Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France  
Délégation Territoriale des Yvelines  
Responsable du pôle Offre de Soins et Médico-sociale

**Myriam BURDIN**

## CHARGES ET PRODUITS SESSAD LE PRE D'ORIENT

DECISION BUDGETAIRE

|  | CA 2014 arrêté | BP 2015 arrêté | BP 2015 reconductible | BP 2016 demandé |                   | Ecart en % (BP 2016 demandé / BP 2015 reconductible) | BP 2016 arrêté | Ecart en % (BP 2016 arrêté / BP 2015 reconductible) | Ecart en € (BP 2016 arrêté / BP 2015 reconductible) |
|--|----------------|----------------|-----------------------|-----------------|-------------------|--|----------------|---|---|
|  |                |                |                       | Reconduction    | Mesures nouvelles |  |                |   |   |

### Charges

|   |            |            |            |            |            |            |        |              |        |          |
|---|------------|------------|------------|------------|------------|------------|--------|--------------|--------|----------|
| <b>Groupe 1</b><br>Dépenses afférentes à l'exploitation courante<br><i>dont CNR</i> | 140 103,31 | 113 007,00 | 111 507,00 | 138 671,00 | 3 104,00   | 141 775,00 | 27,14% | 112 655,40 € | 1,03%  | 1 148 €  |
| <b>Groupe 2</b><br>Dépenses afférentes au personnel<br><i>dont CNR</i>              | 600 175,33 | 589 434,00 | 580 034,00 | 582 885,00 | 81 778,00  | 664 663,00 | 14,59% | 588 429,00 € | 1,45%  | 8 395 €  |
| <b>Groupe 3</b><br>Dépenses afférentes à la structure<br><i>dont CNR</i>            | 116 062,54 | 109 741,16 | 74 741,16  | 81 918,00  | 33 000,00  | 114 918,00 | 53,75% | 109 658,00 € | 46,72% | 34 917 € |
| <b>Total dépenses d'exploitation</b>  | 856 341,18 | 812 182,16 | 766 282,16 | 803 474,00 | 117 882,00 | 921 356,00 | 20,24% | 810 742,40 € | 5,80%  | 44 460 € |

|                           |            |
|---------------------------|------------|
| clé nette reconductible : | 766 282,16 |
| ta : 0,545%               | 770 458,40 |
| clé nette demandée :      | 921 356,00 |
| clé nette accordée        | 803 742,40 |

**solde 0,00**

Déficit de la section d'exploitation reporté

0,00

0,00

### Produits

|   |            |            |            |              |              |              |         |              |         |           |
|---|------------|------------|------------|--------------|--------------|--------------|---------|--------------|---------|-----------|
| <b>Groupe 1</b><br>Produits de la tarification et assimilés         | 823 679,36 | 809 741,94 | 809 741,94 | 799 110,95 € | 117 882,00 € | 916 992,95 € | 13,25%  | 799 379,35 € | -1,28%  | -10 363 € |
| <b>Groupe 2</b><br>Autres produits relatifs à l'exploitation        | 14 494,42  | 0,00       | 0,00       | 0,00 €       | 0,00 €       | 0,00 €       | #DIV/0! | 7 000,00 €   | #DIV/0! | 7 000 €   |
| <b>Groupe 3</b><br>Produits financiers et produits non encaissables | 16 847,34  | 0,00       | 0,00       | 0,00 €       | 0,00 €       | 0,00 €       | #DIV/0! | 0,00 €       | #DIV/0! | 0 €       |
| <b>Total recettes d'exploitation</b>                                | 855 021,12 | 809 741,94 | 809 741,94 | 799 110,95 € | 117 882,00 € | 916 992,95 € | 13,25%  | 806 379,35 € | -0,42%  | -3 363 €  |

Excédent de la section d'exploitation reporté

4 363,05

4 363,05

**BASE PERENNE DE TARIFICATION AU 31/12/2016 : 770 458,40 €**

# BUDGET PREVISIONNEL 2016

## ACTIVITE

**SESSAD LE PRE D'ORIENT COMPOSE DU SESSAD 1 Espace "ARC EN CIEL et Espace "Enfance" et SESSAD 2 "Les Djinns"**

| ACTIVITE THEORIQUE       |                         |                         |  |                       |
|--------------------------|-------------------------|-------------------------|--|-----------------------|
| Lits ou places réels N-2 | Lits ou places financés | Nb de jours d'ouverture | Nb de jours de présence des travailleurs en ESAT | Nb de jours théorique |
| (1)                      | (2)                     | (3)                     | (4)  | 5 = (2) x (3)         |
| <b>TOTAL</b>             | <b>30</b>               | <b>30</b>               | <b>206</b>                                       | <b>5 265</b>          |

| ACTIVITE PAR DEROGATION |                       |                           |
|-------------------------|-----------------------|---------------------------|
| Nbre de personnes       | Nb de journées posées | Nbre de journées allouées |
| (6)                     | (7)                   | (8)                       |
|                         |                       |                           |

|                       |    |    |     |       |
|-----------------------|----|----|-----|-------|
| Externat              |    |    |     | 0     |
| Intégration scolaire  |    |    |     | 0     |
| Semi-internat         |    |    |     | 0     |
| Internat              |    |    |     | 0     |
| Arc en Ciel (forfait) | 8  | 8  | 206 | 1 404 |
| Enfance               | 10 | 10 | 206 | 1 755 |
| Les Djinnns           | 12 | 12 | 206 | 2 106 |

(8 places x 39 sem x 4,5 forfaits)

(10 places x 39 sem x 4,5 forfaits)

(12 places x 39 sem x 4,5 forfaits)

|  |  |  |
|--|--|--|
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

| ACTIVITE PREVISIONNELLE  |               |               |               |              |               |                   |               |                                    |               |
|--------------------------|---------------|---------------|---------------|--------------|---------------|-------------------|---------------|------------------------------------|---------------|
| Nature                   | CA N-4 (2012) | CA N-3 (2013) | CA N-2 (2014) | Moyenne      | BP N-1 (2015) | BP 2016 proposé N |               | BP 2016 retenu par le tarificateur |               |
|                          |               |               |               |              |               | Nbre              | Tx d'occupat. | Nbre                               | Tx d'occupat. |
|                          | (9)           | (10)          | (12)          | (13)         | (14)          | (15)              | (16)          | (17)                               | (18)          |
| <b>TOTAL en journées</b> | <b>4 882</b>  | <b>4 641</b>  | <b>4 469</b>  | <b>4 664</b> | <b>4 786</b>  | <b>4 664</b>      | <b>88,58%</b> | <b>4 739</b>                       | <b>90,01%</b> |

|                       |  |       |       |       |       |       |       |        |       |        |
|-----------------------|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|-------|--------|
| Externat              |  |       |       |       | 0     |       |       |        |       |        |
| Intégration scolaire  |  |       |       |       | 0     |       |       |        |       |        |
| Semi-internat         |  |       |       |       | 0     |       |       |        |       |        |
| Internat              |  |       |       |       | 0     |       |       |        |       |        |
| Arc en Ciel (forfait) |  | 1 292 | 1 215 | 1 122 | 1 210 | 1 276 | 1 210 | 86,18% | 1 263 | 90,09% |
| Enfance               |  | 1 643 | 1 553 | 1 533 | 1 576 | 1 595 | 1 576 | 89,80% | 1 580 | 90,02% |
| Les Djinnns           |  | 1 947 | 1 873 | 1 814 | 1 878 | 1 915 | 1 878 | 89,17% | 1 896 | 90,03% |

| NOMBRE DE JOURNEES PREVISIONNELLES AMENDEMENT CRETON |   |                       |                         |
|--|---|-----------------------|-------------------------|
| Total  | + 20 ans orientés CAT, AP (1) et CDTD (2) | + 20 ans orientés MAS | + 20 ans orientés Foyer |
| (de 1 à 3)   | (1)                                       | (2)                   | (3)                     |
| <b>TOTAL</b>   | <b>0</b>                                  | <b>0</b>              | <b>0</b>                |

|               |  |  |  |  |
|---------------|--|--|--|--|
| Externat      |  |  |  |  |
| Semi-internat |  |  |  |  |
| Internat      |  |  |  |  |
| Autres        |  |  |  |  |

**TABLEAU DE CALCUL DES TARIFS**

**SESSAD LE PRE  
D'ORIENT**

|  |  | PROPOSITION DE<br>L'ETABLISSEMENT | RETENU PAR L'AUTORITE DE<br>TARIFICATION |
|--|--|-----------------------------------|--|
| A                                      | TOTAL CHARGES GROUPE I + II + III  | 921 356,00 €                      | 810 742,40 €                             |
| B                                      | PRODUITS EN ATTENUATION<br>TOTAL GROUPE II + III   | 0,00 €                            | 7 000,00 €                               |
| C                                      | Reprises sur le compte 11511 (excédent affecté au financement des mesures d'exploitation non reductibles) et le compte 10687 (excédent affecté en réserve de compensation des charges d'amortissement)                   |                                   |  |
| D                                      | Dotation (débits) de l'exercice aux amortissements comptables excédentaires différés (compte 116-1)  |                                   |  |
| E                                      | Solde débiteur du compte 116-2: Dépenses pour congés payés ou solde créditeur du compte 4282: Dettes provisionnées pour congés à payer   |                                   |  |
| F                                      | Provisionnements (débits) de l'exercice au compte 116-3: Autres droits acquis par les salariés non provisionnés en application du 3° de l'article R314-45 du code de l'action sociale et des familles et au compte 116-8 |                                   |  |
| G                                      | Dépenses nettes autorisées: A-(B+C+D+E+F)  | 921 356,00 €                      | 803 742,40 €                             |
| H                                      | (+/-) Reprises de résultat   | 4 363,05 €                        | 4 363,05 €                               |
|  | <b>Total à prendre en compte pour le calcul des tarifs = G - H</b>   | <b>916 992,95 €</b>               | <b>799 379,35 €</b>                      |
| <b>Dotation globale de financement</b> |  | <b>916 992,95 €</b>               | <b>799 379,35 €</b>                      |

|   |          |          |
|---|----------|----------|
| <b>Nombre de journées</b>               | <b>0</b> | <b>0</b> |
| Externat                                | 0        | 0        |
| Intégration scolaire                    | 0        | 0        |
| Semi-internat                           | 0        | 0        |
| Internat                                | 0        | 0        |
| <b>Prix de journée moyen de l'année</b> |          |          |
| Externat                                |          |          |
| Intégration scolaire                    |          |          |
| Semi-internat                           |          |          |
| Internat                                |          |          |

|  |                 |                 |
|--|-----------------|-----------------|
| <b>Nombre de forfaits ou de séances</b>                  | <b>4 664</b>    | <b>4 739</b>    |
| <b>Prix moyen sur l'année du forfait ou de la séance</b> | <b>196,61 €</b> | <b>168,68 €</b> |

# SESSAD LE PRE D'ORIENT

CNR

33 284 €

## Groupe I (dépenses afférentes à l'exploitation courante)

|         | CA 2014      | BP 2015 reconductible | BP 2016 proposé | BP 2016 retenu      |
|---------|--------------|-----------------------|-----------------|---------------------|
| Montant | 140 103,31 € | 111 507,00 €          | 141 775,00 €    | <b>112 655,40 €</b> |

## Groupe II (dépenses afférentes au personnel)

|         | CA 2014      | BP 2015 reconductible | BP 2016 proposé | BP 2016 retenu      |
|---------|--------------|-----------------------|-----------------|---------------------|
| Montant | 600 175,33 € | 580 034,00 €          | 664 663,00 €    | <b>588 429,00 €</b> |

5 544 € gratifications de stagiaires

## Groupe III (dépenses afférentes à la structure)

|         | CA 2014      | BP 2015 reconductible | BP 2016 proposé | BP 2016 retenu      |
|---------|--------------|-----------------------|-----------------|---------------------|
| Montant | 116 062,54 € | 74 741,16 €           | 114 918,00 €    | <b>109 658,00 €</b> |

27 740 € 17 740 € : coopération/contractualisation (5 000 € honoraires pour la fusion + 12 740 € d'accompagnement juridique et budgétaire)  
10 000 € travaux d'aménagement complémentaires des nouveaux locaux + travaux suite à la mise en conformité PMR



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DES YVELINES**

## Décision n° 2016182-0020

**signé par**

**Myriam BURDIN, Pour délégation, pour la Déléguée Territoriale des Yvelines**

**Le 30 juin 2016**

**Agence régionale de santé  
Délégation Territoriale des Yvelines**

**Décision tarifaire n° 591 portant fixation du prix de journée pour l'année 2016 de ITEP LA  
BOISSIERE**

DECISION TARIFAIRE N°591 PORTANT FIXATION DU PRIX DE JOURNEE  
POUR L'ANNEE 2016 DE  
ITEP LA BOISSIERE - 780690202

Le Directeur Général de l'ARS Ile-de-France

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2015-1702 du 21/12/2015 de financement de la Sécurité Sociale pour 2016 publiée au Journal Officiel du 22/12/2015 ;
- VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU l'arrêté ministériel du 27/04/2016 publié au Journal Officiel du 10/05/2016 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2016 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
- VU la décision du directeur de la CNSA en date du 04/05/2016 publiée au Journal Officiel du 13/05/2016 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2016 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
- VU le décret du 1er juillet 2015 portant nomination de Monsieur Christophe DEVYS en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué territorial de YVELINES en date du 17/08/2015
- VU l'arrêté en date du 01/10/1969 autorisant la création de la structure ITEP dénommée ITEP LA BOISSIERE (780690202) sise 18, R VICTORIEN SARDOU, 78191, TRAPPES et gérée par l'entité dénommée ASS.POUR L'INSERT L'EDUC & LES SOINS (780708442) ;

- Considérant la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 23/10/2015 par la personne ayant qualité pour représenter la structure dénommée ITEP LA BOISSIERE (780690202) pour l'exercice 2016 ;
- Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 14/06/2016, par la délégation territoriale de YVELINES ;
- Considérant la réponse à la procédure contradictoire en date du 24/06/2016 adressée par la personne ayant qualité pour représenter l'entité gestionnaire ;
- Considérant la décision d'autorisation budgétaire finale en date du 30/06/2016

DECIDE

ARTICLE 1<sup>ER</sup> Pour l'exercice budgétaire 2016, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la structure dénommée ITEP LA BOISSIERE (780690202) sont autorisées comme suit :

|          | GROUPES FONCTIONNELS   | MONTANTS EN EUROS |
|----------|--|-------------------|
| DEPENSES | Groupe I<br>Dépenses afférentes à l'exploitation courante      | 182 000.00        |
|          | - dont CNR   | 0.00              |
|          | Groupe II<br>Dépenses afférentes au personnel                  | 1 419 729.98      |
|          | - dont CNR   | -344 864.00       |
|          | Groupe III<br>Dépenses afférentes à la structure               | 263 046.00        |
|          | - dont CNR   | 30 724.00         |
|          | Reprise de déficits  |                   |
|          | TOTAL Dépenses   | 1 864 775.98      |
| RECETTES | Groupe I<br>Produits de la tarification                        | 1 777 445.07      |
|          | - dont CNR   | -314 140.00       |
|          | Groupe II<br>Autres produits relatifs à l'exploitation         | 15 000.00         |
|          | Groupe III<br>Produits financiers et produits non encaissables | 0.00              |
|          | Reprise d'excédents  | 72 330.91         |
|          |  | TOTAL Recettes    |

Dépenses exclues des tarifs : 0.00 €



ARTICLE 2 Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations de la structure dénommée ITEP LA BOISSIERE (780690202) est fixée comme suit, à compter du 01/07/2016 ;

| MODALITES D'ACCUEIL | PRIX DE JOURNEE EN EUROS |
|---------------------|--------------------------|
| Internat            | 0.00                     |
| Semi internat       | 269.90                   |
| Externat            | 0.00                     |
| Autres 1            | 0.00                     |
| Autres 2            | 0.00                     |
| Autres 3            | 0.00                     |

ARTICLE 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 1, Place du palais royal, 75100, Paris dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

ARTICLE 5 Le directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire « ASS.POUR L'INSERT L'EDUC & LES SOINS » (780708442) et à la structure dénommée ITEP LA BOISSIERE (780690202).

FAIT A *Versailles*, LE 30 JUIN 2016

Par délégation, *Myriam Burdin* Délégué territorial

Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France  
Délégation Territoriale des Yvelines  
Responsable du pôle Offre de Soins et Médico-Sociale

*Myriam Burdin*  
**Myriam BURDIN**

## PRIX DE JOURNEE 2015 (tarification initiale)

**Etablissement :** ITEP LA BOISSIERE

**Localité :** TRAPPES

Prix de journée en vigueur au 1er janvier 2016 (dernier prix de journée 2015)

| Budget prévisionnel 2016 (A)<br>Produit de la tarification | Nombre prévisionnel de journées 2016<br>activité prévisionnelle | Nombre de journées réalisées entre le<br>1er janvier et 30 juin 2016<br>(1) | Prix de journée en vigueur<br>(2) | Budget perçu entre le 1er janvier et le 30 juin 2016<br>(B) = (1) x (2) |
|--|---|---|-----------------------------------|---|
| 1 777 445,07 €   | 7 315   | 3 860   | 218,90 €                          | 844 954,00 €  |

**Nouvelle tarification au 1er juillet 2016**

| Budget restant à percevoir: (A)-<br>(B) | Nombre de journées restant à réaliser | Nouveau prix de journée<br>au 1er juillet 2016 |
|---|---------------------------------------|--|
| 932 491,07 €                            | 3 455                                 | 269,90 €                                       |

Prix de journée en vigueur à partir du 1er janvier 2017

| Budget prévisionnel 2016 | Dont CNR et résultat | Base pérenne de tarification 2016 | Nombre prévisionnel de<br>journées | Nouveau prix de journée à compter du<br>1er janvier 2017 |
|--------------------------|----------------------|-----------------------------------|------------------------------------|--|
| 1 777 445,07 €           | 33 606,91 €          | 1 811 051,98 €                    | 7 315                              | 247,58 €   |

# CHARGES ET PRODUITS ITEP LA BOISSIERE

## DECISION BUDGETAIRE

|  | CA 2014 arrêté | BP 2015 arrêté | BP 2015 reconductible | BP 2016 demandé |                   | Ecart en % (BP 2016 demandé / BP 2015 reconductible) | BP 2016 arrêté | Ecart en % (BP 2016 arrêté / BP 2015 reconductible) | Ecart en € (BP 2016 arrêté / BP 2015 reconductible) |
|--|----------------|----------------|-----------------------|-----------------|-------------------|--|----------------|---|---|
|  |                |                |                       | Reconduction    | Mesures nouvelles |  |                |   |   |

### Charges

|  |                       |                       |                       |                       |               |              |                       |                |                   |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|----------------|-------------------|
| <b>Groupe 1</b><br>Dépenses afférentes à l'exploitation courante | 278 298,78 €          | 309 000,00 €          | 182 000,00 €          | 198 515,00 €          | 0,00 €        | 9,07%        | 182 000,00 €          | 0,00%          | 0 €               |
| dont CMR   |                       | 127 000,00 €          |                       |                       |               |              |                       |                | -127 000 €        |
| <b>Groupe 2</b><br>Dépenses afférentes au personnel              | 1 452 783,10 €        | 1 412 000,00 €        | 1 752 864,00 €        | 1 606 218,00 €        | 0,00 €        | -8,37%       | 1 419 729,98 €        | -19,01%        | -333 134 €        |
| dont CMR   |                       | -340 864,00 €         |                       |                       |               |              | 8 000,00 €            |                | 348 864 €         |
| <b>Groupe 3</b><br>Dépenses afférentes à la structure            | 452 527,30 €          | 254 322,56 €          | 232 322,56 €          | 381 211,00 €          | 0,00 €        | 64,09%       | 263 046,00 €          | 13,22%         | 30 723 €          |
| dont CMR   |                       | 22 000,00 €           |                       |                       |               |              | 30 724,00 €           |                | 8 724 €           |
| <b>Total dépenses d'exploitation</b>                             | <b>2 183 609,18 €</b> | <b>1 975 322,56 €</b> | <b>2 167 186,56 €</b> | <b>2 185 944,00 €</b> | <b>0,00 €</b> | <b>0,87%</b> | <b>1 864 775,98 €</b> | <b>-13,95%</b> | <b>-302 411 €</b> |

Déficit de la section d'exploitation reporté

0,00 €

0,00 €

**solde** **0,00**

|                            |              |
|----------------------------|--------------|
| clé nette reconductible :  | 2 152 186,56 |
| tx : 0,545 %               | 2 163 915,98 |
| mise en réserve temporaire | 352 864,00   |
| clé nette demandée :       | 1 811 051,98 |
| clé nette accordée         | 1 849 775,98 |

### Produits

|   |                       |                       |                       |                       |               |              |                       |               |                   |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------|--------------|-----------------------|---------------|-------------------|
| <b>Groupe 1</b><br>Produits de la tarification et assimilés         | 2 351 323,38 €        | 1 934 557,31 €        | 1 934 557,31 €        | 2 098 613,09 €        | 0,00 €        | 8,48%        | 1 777 445,07 €        | -8,12%        | -157 112 €        |
| <b>Groupe 2</b><br>Autres produits relatifs à l'exploitation        | 44 505,36 €           | 15 000,00 €           | 15 000,00 €           | 15 000,00 €           | 0,00 €        | 0,00%        | 15 000,00 €           | 0,00%         | 0 €               |
| <b>Groupe 3</b><br>Produits financiers et produits non encaissables | 130 997,92 €          | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €        | #DIV/0!      | 0,00 €                | #DIV/0!       | 0 €               |
| <b>Total recettes d'exploitation</b>                                | <b>2 526 826,66 €</b> | <b>1 949 557,31 €</b> | <b>1 949 557,31 €</b> | <b>2 113 613,09 €</b> | <b>0,00 €</b> | <b>8,42%</b> | <b>1 792 445,07 €</b> | <b>-8,06%</b> | <b>-157 112 €</b> |

Excédent de la section d'exploitation reporté

72 330,91 €

72 330,91 €

**BASE PERENNE DE TARIFICATION AU 31/12/2016 : 1 811 051,98 € en tenant compte de la mise en réserve pour le SESSAD/ITEP**

# BUDGET PREVISIONNEL 2016

## ACTIVITE

ITEP LA BOISSIERE

| ACTIVITE THEORIQUE       |                         |                         |  |                       |
|--------------------------|-------------------------|-------------------------|--|-----------------------|
| Lits ou places réels N-2 | Lits ou places financés | Nb de jours d'ouverture | Nb de jours de présence des travailleurs en ESAT | Nb de jours théorique |
| (1)                      | (2)                     | (3)                     | (4)  | 5 = (2) x (3)         |
| <b>TOTAL</b>             | 45                      | 45                      | 0  | 9 450                 |

| ACTIVITE PAR DEROGATION |                       |                           |
|-------------------------|-----------------------|---------------------------|
| Nbre de personnes       | Nb de journées posées | Nbre de journées allouées |
| (6)                     | (7)                   | (8)                       |
|                         |                       |                           |

|                      |    |    |     |       |
|----------------------|----|----|-----|-------|
| Externat             |    |    |     | 0     |
| Intégration scolaire |    |    |     | 0     |
| Semi-internat        | 45 | 45 | 210 | 9 450 |
| Internat             |    |    |     | 0     |
| Autre : forfaits     |    |    |     |       |
| Autre                |    |    |     | 0     |

|  |  |  |
|--|--|--|
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

| ACTIVITE PREVISIONNELLE  |               |               |               |         |               |                   |               |                                  |               |
|--------------------------|---------------|---------------|---------------|---------|---------------|-------------------|---------------|----------------------------------|---------------|
| Nature                   | CA N-4 (2012) | CA N-3 (2013) | CA N-2 (2014) | Moyenne | BP N-1 (2015) | BP 2016 proposé N |               | BP 2016 retenu par le tarifateur |               |
|                          |               |               |               |         |               | Nbre              | Tx d'occupat. | Nbre                             | Tx d'occupat. |
|                          | (9)           | (10)          | (12)          | (13)    | (14)          | (15)              | (16)          | (17)                             | (18)          |
| <b>TOTAL en journées</b> | 8 747         | 8 484         | 8 234         | 8 488   | 8 220         | 8 505             | 90,00%        | 7 315                            | 77,41%        |

|                      |       |       |       |       |       |       |        |       |        |
|----------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|-------|--------|
| Externat             |       |       |       | 0     |       |       |        |       |        |
| Intégration scolaire |       |       |       | 0     |       |       |        |       |        |
| Semi-internat        | 8 747 | 8 484 | 8 234 | 8 488 | 8 220 | 8 505 | 90,00% | 7 315 | 77,41% |
| Internat             |       |       |       | 0     |       |       |        |       |        |
| Autre: forfaits      |       |       |       | 0     |       |       |        |       |        |
| Autre                |       |       |       | 0     |       |       |        |       |        |

| NOMBRE DE JOURNEES PREVISIONNELLES<br>AMENDEMENT CRETON |   |                       |                         |
|---|---|-----------------------|-------------------------|
| Total   | + 20 ans orientés CAT, AP (1) et CDTD (2) | + 20 ans orientés MAS | + 20 ans orientés Foyer |
| (de 1 à 3)  | (1)                                       | (2)                   | (3)                     |
| <b>TOTAL</b>  | 0   | 0                     | 0                       |

|               |  |  |  |
|---------------|--|--|--|
| Externat      |  |  |  |
| Semi-internat |  |  |  |
| Internat      |  |  |  |
| Autres        |  |  |  |

## TABLEAU DE CALCUL DES TARIFS

### ITEP LA BOISSIERE

| ITEP LA BOISSIERE                      |  | PROPOSITION DE<br>L'ETABLISSEMENT | RETENU PAR L'AUTORITE<br>DE TARIFICATION |
|--|--|-----------------------------------|--|
| A                                      | TOTAL CHARGES GROUPE I + II + III  | 2 185 944,00 €                    | 1 864 775,98 €                           |
| B                                      | PRODUITS EN ATTENUATION<br>TOTAL GROUPE II + III   | 15 000,00 €                       | 15 000,00 €                              |
| C                                      | Reprises sur le compte 11511 (excédent affecté au financement des mesures d'exploitation non reconductibles) et le compte 10687 (excédent affecté en réserve de compensation des charges d'amortissement)                |                                   |  |
| D                                      | Dotation (débits) de l'exercice aux amortissements comptables excédentaires différés (compte 116-1)  |                                   |  |
| E                                      | Solde débiteur du compte 116-2: Dépenses pour congés payés ou solde créditeur du compte 4282: Dettes provisionnées pour congés à payer   |                                   |  |
| F                                      | Provisionnements (débits) de l'exercice au compte 116-3: Autres droits acquis par les salariés non provisionnés en application du 3° de l'article R314-45 du code de l'action sociale et des familles et au compte 116-8 |                                   |  |
| G                                      | Dépenses nettes autorisées: A-(B+C+D+E+F)  | 2 170 944,00 €                    | 1 849 775,98 €                           |
| H                                      | (+/-) Reprises de résultat   | 72 330,91 €                       | 72 330,91 €                              |
|  | <b>Total à prendre en compte pour le calcul des tarifs = G - H</b>   | <b>2 098 613,09 €</b>             | <b>1 777 445,07 €</b>                    |
| <b>Dotation globale de financement</b> |  | <b>2 098 613,09 €</b>             | <b>1 777 445,07 €</b>                    |

|   |                 |                 |
|---|-----------------|-----------------|
| <b>Nombre de journées</b>               | <b>8 505</b>    | <b>7 315</b>    |
| Externat                                | 0               | 0               |
| Intégration scolaire                    | 0               | 0               |
| Semi-internat                           | 8 505           | 7 315           |
| Internat                                | 0               | 0               |
| <b>Prix de journée moyen de l'année</b> | <b>246,75 €</b> | <b>242,99 €</b> |
| Externat                                |                 |                 |
| Intégration scolaire                    |                 |                 |
| Semi-internat                           |                 |                 |
| Internat                                |                 |                 |

|  |  |  |
|--|--|--|
| <b>Nombre de forfaits ou de séances</b>                  |  |  |
| <b>Prix moyen sur l'année du forfait ou de la séance</b> |  |  |

# ITEP LA BOISSIERE

**CNR**

**38 724 €**

## Groupe I (dépenses afférentes à l'exploitation courante)

|         | CA 2014      | BP 2015 reconductible | BP 2016 proposé | BP 2016 retenu      |
|---------|--------------|-----------------------|-----------------|---------------------|
| Montant | 278 298,78 € | 182 000,00 €          | 198 515,00 €    | <b>182 000,00 €</b> |

## Groupe II (dépenses afférentes au personnel)

|         | CA 2014        | BP 2015 reconductible | BP 2016 proposé | BP 2016 retenu        |
|---------|----------------|-----------------------|-----------------|-----------------------|
| Montant | 1 452 783,10 € | 1 752 864,00 €        | 1 606 218,00 €  | <b>1 419 729,98 €</b> |

8 000 € formations : 5 000 € Sécurité Incendie - 3 000 € colloque AIRe

## Groupe III (dépenses afférentes à la structure)

|         | CA 2014      | BP 2015 reconductible | BP 2016 proposé | BP 2016 retenu      |
|---------|--------------|-----------------------|-----------------|---------------------|
| Montant | 452 527,30 € | 232 322,56 €          | 381 211,00 €    | <b>263 046,00 €</b> |

30 724 € divers travaux dont 18 000 € pour les travaux d'entretien et réparations bâtiments



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DES YVELINES**

## Décision n° 2016182-0021

**signé par**

**Myriam BURDIN, Pour délégation, pour la Déléguée Territoriale des Yvelines**

**Le 30 juin 2016**

**Agence régionale de santé  
Délégation Territoriale des Yvelines**

**Décision tarifaire n° 601 portant fixation du prix de journée pour l'année 2016 de IME PLAINE  
DU MOULIN**

DECISION TARIFAIRE N°601 PORTANT FIXATION DU PRIX DE JOURNEE  
POUR L'ANNEE 2016 DE  
IME PLAINE DU MOULIN – 780702320

Le Directeur Général de l'ARS Ile-de-France

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2015-1702 du 21/12/2015 de financement de la Sécurité Sociale pour 2016 publiée au Journal Officiel du 22/12/2015 ;
- VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU l'arrêté ministériel du 27/04/2016 publié au Journal Officiel du 10/05/2016 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2016 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
- VU la décision du directeur de la CNSA en date du 04/05/2016 publiée au Journal Officiel du 13/05/2016 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2016 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
- VU le décret du 1er juillet 2015 portant nomination de Monsieur Christophe DEVYS en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le Délégué territorial des YVELINES en date du 17/08/2015 ;
- VU l'arrêté en date du 01/09/1978 autorisant la création de la structure IME dénommée IME PLAINE DU MOULIN (780702320) sise 0, ALL DE MONTFORT, 78190, TRAPPES et gérée par l'entité dénommée ASS. POUR L'INSERT L'EDUC ET LES SOINS (780708442) ;



- Considérant la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 23/10/2015 par la personne ayant qualité pour représenter la structure dénommée IME PLAINE DU MOULIN (780702320) pour l'exercice 2016 ;
- Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 14/06/2016, par la délégation territoriale des YVELINES ;
- Considérant la réponse contradictoire en date du 21/06/2016 adressée par la personne ayant qualité pour représenter l'entité gestionnaire ;
- Considérant la décision d'autorisation budgétaire finale en date du 30/06/2016 ;

DECIDE

ARTICLE 1<sup>ER</sup> Pour l'exercice budgétaire 2016, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la structure dénommée IME PLAINE DU MOULIN (780702320) sont autorisées comme suit :

|          | GROUPES FONCTIONNELS   | MONTANTS EN EUROS |
|----------|--|-------------------|
| DEPENSES | Groupe I<br>Dépenses afférentes à l'exploitation courante      | 189 147.00        |
|          | - dont CNR   | 0.00              |
|          | Groupe II<br>Dépenses afférentes au personnel                  | 991 766.40        |
|          | - dont CNR   | 7 500.00          |
|          | Groupe III<br>Dépenses afférentes à la structure               | 178 373.51        |
|          | - dont CNR   | 36 600.00         |
|          | Reprise de déficits  |                   |
|          | TOTAL Dépenses   | 1 359 286.91      |
| RECETTES | Groupe I<br>Produits de la tarification                        | 1 336 333.74      |
|          | - dont CNR   | 44 100.00         |
|          | Groupe II<br>Autres produits relatifs à l'exploitation         | 10 000.00         |
|          | Groupe III<br>Produits financiers et produits non encaissables | 0.00              |
|          | Reprise d'excédents  | 12 953.17         |
|          | TOTAL Recettes   | 1 359 286.91      |

Dépenses exclues des tarifs : 0.00 €

ARTICLE 2 Pour l'exercice budgétaire 2016, la tarification des prestations de la structure dénommée IME PLAINE DU MOULIN (780702320) est fixée comme suit, à compter du 01/07/2016 ;

**169,08 € au titre du semi-internat**

En application de l'article L.242-4 du Code de l'Action sociale et des Familles, le prix de journée des jeunes de plus de 20 ans orientés vers un établissement de compétence exclusive du Conseil Départemental est à la charge de l'aide sociale du Département à hauteur de :

**169,08 € au titre du semi-internat**

ARTICLE 3 A compter du 1er janvier 2017, dans l'attente de la fixation de la dotation et l'édition de la décision de tarification 2017, la tarification des prestations s'effectuera sur la base d'une reconduction des moyens pérennes octroyés en 2016.

Les produits de tarification 2017 transitoires sont fixés à 157,97 €, ils concernent l'ensemble de l'activité de votre établissement sans distinction du public accueilli et s'imposent à tous les financeurs.

ARTICLE 4 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 1, Place du palais royal, 75100, Paris dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

ARTICLE 5 La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des YVELINES.

ARTICLE 6 Le directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire « ASSO.POUR L'INSERT L'EDUC ET LES SOINS » (780708442) et à la structure dénommée IME PLAINE DU MOULIN (780702320).

FAIT A *Versailles* , LE 30 JUIN 2016

Par délégation, *Me* Délégué territorial

*Myriam Burdin*  
Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France  
Délégation Territoriale des Yvelines  
Responsable du pôle Offre de Soins et Médico-sociale

**Myriam BURDIN**

## PRIX DE JOURNEE 2016 (tarification initiale)

**Etablissement :** IME LA PLAINE DU MOULIN

**Localité :** TRAPPES

Prix de journée en vigueur au 1er janvier 2016 (dernier prix de journée 2015)

| Budget prévisionnel 2016 (A)<br>Produit de la tarification | Nombre prévisionnel de journées 2016<br>activité prévisionnelle | Nombre de journées réalisées entre<br>le 1er janvier et 30 juin 2016 (1) | Prix de journée en vigueur (2) | Budget perçu entre le 1er janvier et le 30 juin 2016<br>(B) = (1) x (2) |
|--|---|--|--------------------------------|---|
| 1 336 333,74 €   | 8 262   | 5 067  | 157,12 €                       | 796 127,04 €  |

Nouvelle tarification au 1er juillet 2016

| Budget restant à percevoir: (A)-<br>(B) | Nombre de journées restant à réaliser | Nouveau prix de journée au<br>1er juillet 2016 |
|---|---------------------------------------|--|
| 540 206,70 €                            | 3 195                                 | 169,08 €                                       |

Prix de journée en vigueur à partir du 1er janvier 2017

| Budget prévisionnel 2016 | Dont CNR et résultat | Base pérenne de tarification 2016 | Nombre prévisionnel de<br>journées | Nouveau prix de journée à compter du 1er janvier 2017 |
|--------------------------|----------------------|-----------------------------------|------------------------------------|---|
| 1 336 333,74 €           | 31 146,83 €          | 1 305 186,91 €                    | 8 262                              | 157,97 €  |

# CHARGES ET PRODUITS EMPRO LA PLAINE DU MOULIN

DECISION BUDGETAIRE

|  | CA 2014 arrêté | BP 2015 arrêté | BP 2015 reconductible | BP 2016 demandé |                   | Ecart en % (BP 2016 demandé / BP 2015 reconductible) | BP 2016 arrêté | Ecart en % (BP 2016 arrêté / BP 2015 reconductible) | Ecart en € (BP 2016 arrêté / BP 2015 reconductible) |
|--|----------------|----------------|-----------------------|-----------------|-------------------|--|----------------|---|---|
|  |                |                |                       | Reconduction    | Mesures nouvelles |  |                |   |   |

## Charges

|   |                       |                       |                       |                       |               |                       |              |                       |              |                 |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------|-----------------------|--------------|-----------------------|--------------|-----------------|
| <b>Groupe 1</b>                               | 205 313,23 €          | 213 967,00 €          | 188 967,00 €          | 197 466,00 €          | 0,00 €        | 197 466,00 €          | 4,50%        | 189 147,00 €          | 0,10%        | 180 €           |
| Dépenses afférentes à l'exploitation courante |                       |                       |                       |                       |               |                       |              |                       |              |                 |
| <i>dont CNR</i>                               |                       | 25 000,00 €           |                       |                       |               |                       |              |                       |              | -25 000 €       |
| <b>Groupe 2</b>                               | 1 029 379,63 €        | 993 931,20 €          | 978 931,20 €          | 1 072 066,00 €        | 0,00 €        | 1 072 066,00 €        | 9,51%        | 991 766,40 €          | 1,311%       | 12 835 €        |
| Dépenses afférentes au personnel              |                       |                       |                       |                       |               |                       |              |                       |              |                 |
| <i>dont CNR</i>                               |                       | 15 000,00 €           |                       |                       |               |                       |              | 7 500,00 €            |              | -7 500 €        |
| <b>Groupe 3</b>                               | 288 073,48 €          | 166 214,00 €          | 140 214,00 €          | 158 972,00 €          | 0,00 €        | 158 972,00 €          | 13,38%       | 178 373,51 €          | 27,22%       | 38 160 €        |
| Dépenses afférentes à la structure            |                       |                       |                       |                       |               |                       |              |                       |              |                 |
| <i>dont CNR</i>                               |                       | 26 000,00 €           |                       |                       |               |                       |              | 36 600,00 €           |              | 10 600 €        |
| <b>Total dépenses d'exploitation</b>          | <b>1 522 766,34 €</b> | <b>1 374 112,20 €</b> | <b>1 308 112,20 €</b> | <b>1 428 504,00 €</b> | <b>0,00 €</b> | <b>1 428 504,00 €</b> | <b>9,20%</b> | <b>1 359 286,91 €</b> | <b>3,91%</b> | <b>51 175 €</b> |

|                           |              |
|---------------------------|--------------|
| clé nette reconductible : | 1 298 112,20 |
| tx : 0,545 %              | 1 305 186,91 |
| clé nette demandée :      | 1 418 504,00 |
| clé nette accordée        | 1 349 286,91 |

**solde 0,00**

Déficit de la section d'exploitation reporté

0,00 €

0,00 €

## Produits

|  |                       |                       |                       |                       |               |                       |              |                       |              |                |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------|-----------------------|--------------|-----------------------|--------------|----------------|
| <b>Groupe 1</b>                                  | 1 438 794,74 €        | 1 329 466,59 €        | 1 329 466,59 €        | 1 405 550,83 €        | 0,00 €        | 1 405 550,83 €        | 5,72%        | 1 336 333,74 €        | 0,52%        | 6 867 €        |
| Produits de la tarification et assimilés         |                       |                       |                       |                       |               |                       |              |                       |              |                |
| <b>Groupe 2</b>                                  | 60 565,17 €           | 10 000,00 €           | 10 000,00 €           | 10 000,00 €           | 0,00 €        | 10 000,00 €           | 0,00%        | 10 000,00 €           | 0,00%        | 0 €            |
| Autres produits relatifs à l'exploitation        |                       |                       |                       |                       |               |                       |              |                       |              |                |
| <b>Groupe 3</b>                                  | 34 517,13 €           | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00 €        | 0,00 €                | #DIV/0!      | 0,00 €                | #DIV/0!      | 0 €            |
| Produits financiers et produits non encaissables |                       |                       |                       |                       |               |                       |              |                       |              |                |
| <b>Total recettes d'exploitation</b>             | <b>1 533 877,04 €</b> | <b>1 339 466,59 €</b> | <b>1 339 466,59 €</b> | <b>1 415 550,83 €</b> | <b>0,00 €</b> | <b>1 415 550,83 €</b> | <b>5,68%</b> | <b>1 346 333,74 €</b> | <b>0,51%</b> | <b>6 867 €</b> |

Excédent de la section d'exploitation reporté

12 953,17 €

12 953,17 €

**BASE PERENNE DE TARIFICATION AU 31/12/2016 : 1 305 186,91 €**

# BUDGET PREVISIONNEL 2016

## ACTIVITE

### EMPRO LA PLAINE DU MOULIN

| ACTIVITE THEORIQUE       |                         |                         |  |                       |
|--------------------------|-------------------------|-------------------------|--|-----------------------|
| Lits ou places réels N-2 | Lits ou places financés | Nb de jours d'ouverture | Nb de jours de présence des travailleurs en ESAT | Nb de jours théorique |
| (1)                      | (2)                     | (3)                     | (4)  | 5 = (2) x (3)         |
| <b>TOTAL</b>             | 45                      | 45                      | 0  | 9 180                 |

| ACTIVITE PAR DEROGATION |                         |                           |
|-------------------------|-------------------------|---------------------------|
| Nbre de personnes       | Nb de journées poposées | Nbre de journées allouées |
| (6)                     | (7)                     | (8)                       |
|                         |                         |                           |

|                      |    |    |     |       |
|----------------------|----|----|-----|-------|
| Externat             |    |    |     | 0     |
| Intégration scolaire |    |    |     | 0     |
| Semi-internat        | 45 | 45 | 204 | 9 180 |
| Internat             |    |    |     | 0     |
| Autre : forfaits     |    |    |     |       |
| Autre                |    |    |     | 0     |

|  |  |  |
|--|--|--|
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

| ACTIVITE PREVISIONNELLE  |               |               |               |         |               |                   |               |                                      |               |
|--------------------------|---------------|---------------|---------------|---------|---------------|-------------------|---------------|--------------------------------------|---------------|
| Nature                   | CA N-4 (2012) | CA N-3 (2013) | CA N-2 (2014) | Moyenne | BP N-1 (2015) | BP 2016 proposé N |               | BP 2016 retenu par le tarifificateur |               |
|                          |               |               |               |         |               | Nbre              | Tx d'occupat. | Nbre                                 | Tx d'occupat. |
|                          | (9)           | (10)          | (12)          | (13)    | (14)          | (15)              | (16)          | (17)                                 | (18)          |
| <b>TOTAL en journées</b> | 8 444         | 8 940         | 8 430         | 8 605   | 8 262         | 8 262             | 90,00%        | 8 262                                | 90,00%        |

|                      |       |       |       |       |       |       |        |       |        |
|----------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|-------|--------|
| Externat             |       |       |       |       |       |       |        |       |        |
| Intégration scolaire |       |       |       |       |       |       |        |       |        |
| Semi-internat        | 8 444 | 8 940 | 8 430 | 8 605 | 8 262 | 8 262 | 90,00% | 8 262 | 90,00% |
| Internat             |       |       |       |       |       |       |        |       |        |
| Autre: forfaits      |       |       |       |       |       |       |        |       |        |
| Autre                |       |       |       |       |       |       |        |       |        |

| NOMBRE DE JOURNEES PREVISIONNELLES AMENDEMENT CRETON |   |                       |                         |
|--|---|-----------------------|-------------------------|
| Total  | + 20 ans orientés CAT, AP (1) et CDTD (2) | + 20 ans orientés MAS | + 20 ans orientés Foyer |
| (de 1 à 3)   | (1)                                       | (2)                   | (3)                     |
| <b>TOTAL</b>   | 204                                       | 204                   | 0                       |

|               |     |     |  |
|---------------|-----|-----|--|
| Externat      |     |     |  |
| Semi-internat | 204 | 204 |  |
| Internat      |     |     |  |
| Autres        |     |     |  |

**TABLEAU DE CALCUL DES TARIFS**

**EMPRO LA PLAINE DU MOULIN**

| <b>EMPRO LA PLAINE DU MOULIN</b>       |  | <b>PROPOSITION DE L'ETABLISSEMENT</b> | <b>RETENU PAR L'AUTORITE DE TARIFICATION</b> |
|--|--|---------------------------------------|--|
| A                                      | <b>TOTAL CHARGES GROUPES I + II + III</b>  | 1 428 504,00 €                        | 1 359 286,91 €                               |
| B                                      | <b>PRODUITS EN ATTENUATION<br/>TOTAL GROUPES II + III</b>  | 10 000,00 €                           | 10 000,00 €                                  |
| C                                      | Reprises sur le compte 11511 (excédent affecté au financement des mesures d'exploitation non reductibles) et le compte 10687 (excédent affecté en réserve de compensation des charges d'amortissement)                   |                                       |  |
| D                                      | Dotation (débits) de l'exercice aux amortissements comptables excédentaires différés (compte 116-1)  |                                       |  |
| E                                      | Solde débiteur du compte 116-2: Dépenses pour congés payés ou solde créditeur du compte 4282: Dettes provisionnées pour congés à payer   |                                       |  |
| F                                      | Provisionnements (débits) de l'exercice au compte 116-3: Autres droits acquis par les salariés non provisionnés en application du 3° de l'article R314-45 du code de l'action sociale et des familles et au compte 116-8 |                                       |  |
| G                                      | Dépenses nettes autorisées: A-(B+C+D+E+F)  | 1 418 504,00 €                        | 1 349 286,91 €                               |
| H                                      | (+/-) Reprises de résultat   | 12 953,17 €                           | 12 953,17 €                                  |
|  | <b>Total à prendre en compte pour le calcul des tarifs = G - H</b>   | <b>1 405 550,83 €</b>                 | <b>1 336 333,74 €</b>                        |
| <b>Dotation globale de financement</b> |  | <b>1 405 550,83 €</b>                 | <b>1 336 333,74 €</b>                        |

|   |                 |                 |
|---|-----------------|-----------------|
| <b>Nombre de journées</b>               | <b>8 262</b>    | <b>8 262</b>    |
| Externat                                | 0               | 0               |
| Intégration scolaire                    | 0               | 0               |
| Semi-internat                           | 8 262           | 8 262           |
| Internat                                | 0               | 0               |
| <b>Prix de journée moyen de l'année</b> | <b>170,12 €</b> | <b>161,74 €</b> |
| Externat                                |                 |                 |
| Intégration scolaire                    |                 |                 |
| Semi-internat                           |                 |                 |
| Internat                                |                 |                 |

|  |   |   |
|--|---|---|
| <b>Nombre de forfaits ou de séances</b>                  | 0 | 0 |
| <b>Prix moyen sur l'année du forfait ou de la séance</b> |   |   |

# EMPRO LA PLAINE DU MOULIN

CNR

44 100 €

## Groupe I (dépenses afférentes à l'exploitation courante)

|         | CA 2014      | BP 2016 reconductible | BP 2016 proposé | BP 2016 retenu      |
|---------|--------------|-----------------------|-----------------|---------------------|
| Montant | 205 313,23 € | 188 967,00 €          | 197 466,00 €    | <b>189 147,00 €</b> |

## Groupe II (dépenses afférentes au personnel)

|         | CA 2014        | BP 2015 reconductible | BP 2016 proposé | BP 2016 retenu      |
|---------|----------------|-----------------------|-----------------|---------------------|
| Montant | 1 029 379,63 € | 978 931,20 €          | 1 072 066,00 €  | <b>991 766,40 €</b> |

7 500 €

5 000 € formation Sécurité Incendie

2 500 € gratifications de stagiaires

## Groupe III (dépenses afférentes à la structure)

|         | CA 2014      | BP 2015 reconductible | BP 2016 proposé | BP 2016 retenu      |
|---------|--------------|-----------------------|-----------------|---------------------|
| Montant | 288 073,48 € | 140 214,00 €          | 158 972,00 €    | <b>178 373,51 €</b> |

36 600 €

26 000 € entretiens et réparations réguliers sur locaux et véhicules

10 600 € (divers travaux : archives, informatique)



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DES YVELINES**

## Décision n° 2016231-0006

**signé par**

**Monique REVELLI, La Déléguée Territoriale des Yvelines**

**Le 18 août 2016**

**Agence régionale de santé  
Direction Territoriale des Yvelines**

**décision tarifaire n° 1920 portant modification de la dotation globale de soins pour l'année 2016  
de CAJ LA PORTE VERTE**



DECISION TARIFAIRE N°1920 PORTANT MODIFICATION DE LA DOTATION GLOBALE DE  
SOINS POUR L'ANNEE 2016 DE  
CAJ LA PORTE VERTE - 780003349

Le Directeur Général de l'ARS Ile-de-France

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2015-1702 du 21/12/2015 de financement de la Sécurité Sociale pour 2016 publiée au Journal Officiel du 22/12/2015 ;
- VU l'arrêté ministériel du 27/04/2016 publié au Journal Officiel du 10/05/2016 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2016 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
- VU la décision du directeur de la CNSA en date du 04/05/2016 publiée au Journal Officiel du 13/05/2016 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2016 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
- VU le décret du 1er juillet 2015 portant nomination de Monsieur Christophe DEVYS en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué territorial de YVELINES en date du 17/08/2015 ;
- VU l'arrêté en date du 27/01/2003 autorisant la création d'un AJ dénommé CAJ LA PORTE VERTE (780003349) sis 6, AV DU MAL FRANCHET D ESPEREY, 78004, VERSAILLES et géré par l'entité dénommée ASSOCIATION CENTRE MEDICAL PORTE VERTE (780808614) ;
- VU la décision tarifaire initiale n° 489 en date du 08/07/2016 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2016 de la structure dénommée CAJ LA PORTE VERTE - 780003349.

DECIDE

ARTICLE 1<sup>ER</sup> La dotation globale de soins pour l'exercice budgétaire 2016, est modifiée et s'élève à 191 061.55 € et se décompose comme suit :

|                        | DOTATION GLOBALE DE SOINS EN EUROS |
|------------------------|------------------------------------|
| Hébergement temporaire | 0.00                               |
| Accueil de jour        | 191 061.55                         |

ARTICLE 2 La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 15 921.80 € ;

Soit les tarifs journaliers de soins suivants :

|                     | EN EUROS |
|---------------------|----------|
| Tarif journalier HT |          |
| Tarif journalier AJ | 69.23    |

ARTICLE 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 1, place du palais royal, 75100, Paris dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

ARTICLE 5 Le directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire «ASSOCIATION CENTRE MEDICAL PORTE VERTE» (780808614) et à la structure dénommée CAJ LA PORTE VERTE (780003349).

FAIT A , LE 18/08/2016  
VERSAILLES

Par délégation, la Déléguée territoriale des Yvelines

Agence Régionale de Santé  
d'Ile-de-France  
La déléguée territoriale  
des Yvelines

Monique REVELLI



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DES YVELINES**

## Décision n° 2016231-0007

**signé par**

**Monique REVELLI, La Déléguée Territoriale des Yvelines**

**Le 18 août 2016**

**Agence régionale de santé  
Direction Territoriale des Yvelines**

**décision tarifaire n° 1919 portant modification de la dotation globale de soins pour l'année 2016  
de CAJ LE CATALPA**

DECISION TARIFAIRE N°1919 PORTANT MODIFICATION DE LA DOTATION GLOBALE DE  
SOINS POUR L'ANNEE 2016 DE  
CAJ LE CATALPA - 780003299

Le Directeur Général de l'ARS Ile-de-France

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2015-1702 du 21/12/2015 de financement de la Sécurité Sociale pour 2016 publiée au Journal Officiel du 22/12/2015 ;
- VU l'arrêté ministériel du 27/04/2016 publié au Journal Officiel du 10/05/2016 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2016 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
- VU la décision du directeur de la CNSA en date du 04/05/2016 publiée au Journal Officiel du 13/05/2016 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2016 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
- VU le décret du 1er juillet 2015 portant nomination de Monsieur Christophe DEVYS en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué territorial de YVELINES en date du 17/08/2015 ;
- VU l'arrêté en date du 27/01/2003 autorisant la création d'un AJ dénommé CAJ LE CATALPA (780003299) sis 5, R PIERRE ET MARIE CURIE, 78514, RAMBOUILLET et géré par l'entité dénommée INSTANCE DE COORDINATION SUD YVELINES (780003208) ;
- VU la décision tarifaire initiale n° 806 en date du 01/07/2016 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2016 de la structure dénommée CAJ LE CATALPA - 780003299.

DECIDE

ARTICLE 1<sup>ER</sup> La dotation globale de soins pour l'exercice budgétaire 2016, est modifiée et s'élève à 23 581.00 € et se décompose comme suit :

|                        | DOTATION GLOBALE DE SOINS EN EUROS |
|------------------------|------------------------------------|
| Hébergement temporaire | 0.00                               |
| Accueil de jour        | 23 581.00                          |

ARTICLE 2 La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 1 965.08 € ;

Soit les tarifs journaliers de soins suivants :

|                     | EN EUROS |
|---------------------|----------|
| Tarif journalier HT |          |
| Tarif journalier AJ | 9.43     |

ARTICLE 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 1, place du palais royal, 75100, Paris dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

ARTICLE 5 Le directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire «INSTANCE DE COORDINATION SUD YVELINES» (780003208) et à la structure dénommée CAJ LE CATALPA (780003299).

FAIT A , LE 18/08/2016  
VERSAILLES

Par délégation, la Déléguée territoriale des Yvelines

Agence Régionale de Santé  
d'Ile-de-France  
La déléguée territoriale  
des Yvelines

Monique REVELLI



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DES YVELINES**

## Décision n° 2016259-0003

**signé par**

**Isabelle LAFFONT-FAUST, Directrice Régionale Adjointe, Responsable de l'UD78**

**Le 15 septembre 2016**

**Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et  
de l'emploi - UT 75**

**DECISION n° 2016.09.01. PORTANT SUBDELEGATION DE SIGNATURE**



MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DU DIALOGUE SOCIAL

**DECISION n° 2016.09.01.  
PORTANT SUBDELEGATION DE SIGNATURE**

La Directrice Régionale Adjointe, Responsable de l'Unité Départementale des Yvelines

**Vu** le code du travail,

**Vu** le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

**Vu** le décret n° 2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'Etat dans la région et les départements Ile-de-France,

**Vu** l'arrêté interministériel du 29 août 2016 nommant Madame Corinne CHERUBINI directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile de France à compter du 05 septembre 2016,

**Vu** l'arrêté interministériel du 23 janvier 2015 nommant Mme Isabelle LAFFONT-FAUST, directrice régionale adjointe des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France chargée des fonctions de responsable de l'unité Départementale des Yvelines à compter du 1er mars 2015,

**Vu** la décision n°2016-092 en date du 07 septembre 2016 donnant délégation de signature de Madame Corinne CHERUBINI directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile de France, à Madame Isabelle LAFFONT-FAUST, Directrice Adjointe, responsable de l'Unité Départementale des Yvelines

**Décide :**

**Article 1 :**

La Responsable de l'Unité Départementale des Yvelines donne subdélégation, en cas d'empêchement, à Monsieur Didier LACHAUD et à Monsieur Pascal MARCOUX, à effet de signer les décisions énumérées à l'article 2

**Article 2 :**

| <b>Dispositions légales</b>  | <b>Décisions</b>  |
|--|---|
| <b>Egalité professionnelle</b>   |   |
| Articles L 1143-3 et D 1143-6 du code du travail   | Décision d'opposition à un plan pour l'égalité professionnelle  |
| Articles L 2242-9-1 et R 2242-10 du code du travail  | Décision appréciant la conformité d'un accord d'entreprise ou d'un plan d'action aux dispositions de l'article L. 2242-9 du code du travail   |
| <b>Anticipation négociée des mutations économiques pour développer les compétences, maintenir l'emploi et encadrer les licenciements économiques</b> |   |
| Article L 1233-56 du code du travail   | Avis sur la procédure et observations sur les mesures sociales pour les procédures ouvertes par les entreprises non soumises à l'obligation d'établir un PSE.                           |
| Articles L 1233-57-1 et L 1233-57-6 du code du travail   | Avis sur la procédure et observations sur le PSE pour les procédures ouvertes par les entreprises soumises à l'obligation d'établir un PSE.   |
| Articles L 1233-57-1 à L 1233-57-7 du code du travail  | Décision de validation de l'accord collectif signé en application de l'article 1233-24-1<br>Décision d'homologation du document unilatéral pris en application de l'article L 1233-24-4 |
| Articles L 1233-57-5 et D 1233-12 du code du travail   | Injonction prise sur demande formulée par le CE ou, à défaut, les DP ou, en cas de négociation d'un accord L 1233-24-1, par les OS représentatives de l'entreprise.                     |
| Article L 4614-13 du code du travail   | Décision relative à la contestation de l'expertise réalisée dans le cadre de l'article L 4614-12-1.   |
| <b>Durée du travail</b>  |   |
| Article R 3121-23 du code du travail   | Décisions accordant ou refusant d'accorder une dérogation à la durée maximale hebdomadaire absolue du travail   |
| Article R 713-44 du code rural   | Décision prise sur recours hiérarchique formé contre une décision de l'inspecteur du travail imposant un mode d'enregistrement de la durée du travail                                   |
| Article R 713-26 du code rural   | Décisions accordant ou refusant d'accorder une dérogation à la durée maximale hebdomadaire moyenne du travail pour une activité dans le département                                     |
| Article R 713-28 du code rural   | Décisions accordant ou refusant d'accorder une dérogation à la durée maximale hebdomadaire moyenne du travail pour une entreprise   |
| Article R 713-32 du code rural   | Décisions accordant ou refusant d'accorder une dérogation à la durée maximale hebdomadaire absolue du travail pour une entreprise ou pour une activité dans le département              |
| Article R 3121-28 du code du travail   | Décisions accordant ou refusant d'accorder une dérogation à la durée maximale hebdomadaire moyenne du travail   |



|   |  |
|---|--|
| Article D 3141 35 du code du travail  | Décision désignant les membres de la commission instituée auprès des caisses de congés payés du bâtiment et des travaux publics  |
| <b>Santé et sécurité</b>  |  |
| Articles L 1242-6 et D 1242-5 du code du travail  | Décisions accordant ou refusant d'accorder des dérogations à l'interdiction de recourir à des salariés sous contrat à durée déterminée pour certains travaux particulièrement dangereux  |
| Articles L 1251-10 et D 1251-2 du code du travail   | Décisions accordant ou refusant d'accorder des dérogations à l'interdiction de recourir au travail temporaire pour certains travaux particulièrement dangereux   |
| Articles L 4154-1 et D 4154-3 à D 4154-6 du code du travail                               | Décision autorisant ou refusant d'autoriser ou retirant une décision d'autorisation d'employer des salariés titulaires d'un contrat à durée déterminée ou des salariés temporaires pour accomplir des travaux exposant à certains agents chimiques dangereux |
| Articles R 4533-6 et R 4533-7 du code du travail  | Décision accordant ou refusant d'accorder les dérogations aux dispositions des articles R. 4533-2 à R. 4533-4 (voies et réseaux divers de chantiers de construction)   |
| Article L 4721-1 du code du travail   | Mise en demeure de prendre des mesures pour remédier à une situation dangereuse résultant d'une infraction aux dispositions des articles L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4522-1 et L. 4221-1   |
| Article R 4723-5 du code du travail   | Décision prise sur recours hiérarchique formé contre une demande d'analyse de produits faite en application de l'article R 4722-10   |
| Article R 4462-30 du code du travail  | Décision approuvant ou n'approuvant pas l'étude de sécurité<br>Décision demandant au chef d'établissement d'effectuer ou de faire effectuer des essais complémentaires   |
| Article 8 du décret du 26 octobre 2005 relatif aux chantiers de dépollution pyrotechnique | Décision approuvant ou n'approuvant pas l'étude de sécurité<br>Décision demandant au chef d'établissement d'effectuer ou de faire effectuer des essais complémentaires   |
| Article 3 de l'arrêté du 23 juillet 1947  | Décision accordant ou refusant une dispense à l'obligation de mettre des douches à disposition des travailleurs  |
| <b>Groupement d'employeur</b>   |  |
| Articles L 1253-17 et D 1253-7 à D 1253-11 du code du travail                             | Décision d'opposition à l'exercice de l'activité d'un groupement d'employeurs  |
| Articles R 1253-19 à R 1253-27 du code du travail   | Décisions accordant, refusant ou retirant l'agrément d'un groupement d'employeurs  |
| <b>Représentation du personnel</b>  |  |
| Articles L. 2143-11 et R 2143-6 du code du travail  | Décisions autorisant ou refusant la suppression du mandat de délégué syndical  |
| Articles L 2142-1-2, L 2143-11 et R 2143-6 du code du travail                             | Décisions autorisant ou refusant la suppression du mandat de représentant de section syndicale   |

|   |   |
|---|---|
| Articles L. 2312-5 et R 2312-1 du code du travail                       | Décision imposant l'élection de délégués du personnel de site<br>Décision fixant le nombre et la composition des collèges électoraux<br>Décision fixant le nombre des sièges et leur répartition entre les collèges   |
| Articles L 2314-11 et R 2314-6 du code du travail                       | Décision fixant la répartition du personnel dans les collèges électoraux pour les élections des délégués du personnel<br>Décision fixant la répartition des sièges entre les catégories de personnel pour les élections des délégués du personnel   |
| Articles L 2314-31 et R 2312-2 du code du travail                       | Décisions de reconnaissance ou de perte de la qualité d'établissement distinct (délégués du personnel)  |
| Articles L 2322-5 et R 2322-1 du code du travail                        | Décisions de reconnaissance ou de perte de la qualité d'établissement distinct (comité d'entreprise)  |
| Articles L. 2322-7 et R 2322-2 du code du travail                       | Décision autorisant ou refusant d'autoriser la suppression du comité d'entreprise   |
| Articles L. 2324-13 et R 2324-3 du code du travail                      | Décision fixant la répartition des sièges entre les catégories de personnel pour les élections du comité d'entreprise<br>Décision fixant la répartition du personnel entre les collèges électoraux pour les élections du comité d'entreprise  |
| Articles L 2327-7 et R 2327- 3 du code du travail                       | Décision fixant le nombre d'établissements distincts pour les élections au comité central d'entreprise<br>Décision de répartition des sièges entre les établissements et les catégories pour les élections au comité central d'entreprise   |
| Articles L 2333-4 et R 2332-1 du code du travail                        | Décision répartissant les sièges au comité de groupe entre les élus du ou des collèges électoraux   |
| Articles L 2333-6 et R 2332-1 du code du travail                        | Décision de désignation du remplaçant d'un représentant du personnel du comité de groupe  |
| Articles L 2345-1 et R 2345-1 du code du travail                        | Décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de suppression d'un comité d'entreprise européen  |
| <b>Apprentissage</b>  |   |
| Articles L 6225-4 à L 6225-8 et R 6225-1 à R 6225-12 du code du travail | Décisions en matière d'apprentissage et notamment :<br>Décision de suspension du contrat d'apprentissage (article L 6225-4)<br>Décision autorisant ou refusant la reprise de l'exécution du contrat d'apprentissage (article L 6225-5)<br>Décision interdisant le recrutement de nouveaux apprentis ainsi que de jeunes titulaires d'un contrat d'insertion en alternance (article L 6225-6)<br>Décision mettant fin ou refusant de mettre fin à l'interdiction de recruter de nouveaux apprentis (article R 6225-11) |
| <b>Travailleurs et stagiaires de moins de 18 ans</b>                    |   |
| Articles L 4733-8 et suivants du code du travail                        | Décisions relatives aux travailleurs et stagiaires de moins de 18 ans et notamment :<br>Décision de suspension du contrat de travail ou de la convention du stage (article L 4733-8)<br>Décision autorisant ou refusant la reprise de l'exécution du contrat de travail ou de la convention du stage (article L 4733-9)<br>Décision interdisant le recrutement de travailleurs ou l'accueil de stagiaires (article L 4733-10)   |
| <b>Formation professionnelle et certification</b>                       |   |

|   |   |
|---|---|
| Articles R 338-6 et R 338-7 du code de l'Education, arrêtés du 9 mars 2006 et du 10 mars 2009 | Délivrance du titre professionnel<br>Désignation du jury<br>VAE : recevabilité de la VAE  |
| Article R 6325-20 du code du travail  | Décision de retrait du bénéfice des exonérations de cotisations sociales attaché aux contrats de professionnalisation   |
| <b>Contrat de génération</b>  |   |
| Article L 5121-13 et R 5121-32 du code du travail   | Contrôle de conformité des accords et plans d'action  |
| Articles L 5121-9, L 5121-10, L 5121-12 et R 5121-33 du code du travail                       | Mises en demeure  |
| Articles L 5121-15, L.5121-16, R. 5121-37 et R. 5121-38 du code du travail                    | Document d'évaluation prévu dans les articles précités  |
| <b>Divers</b>   |   |
| Article L 3345-1 et suivants et D 3345-1 et suivant du code du travail                        | Demande de retrait ou de modification de dispositions d'un accord d'intéressement ou de participation, ou d'un règlement d'épargne salariale  |
| Articles L. 1237-14 et R. 1237-3 du code du travail   | Décisions d'homologation et de refus d'homologation des conventions de rupture du contrat de travail  |
| Articles R 5422-3 et -4 du code du travail  | Détermination du salaire de référence des travailleurs migrants   |
| Articles D 5424-8 à D 5424-10 du code du travail  | Décision déterminant les périodes d'arrêts saisonniers de travail par suite d'intempéries (entreprises de BTP)  |
| Article R 2122-21 du code du travail  | Décision prise sur le recours gracieux formé par un électeur ou son représentant en cas de contestation relative à une inscription sur la liste électorale établie dans le cadre du scrutin de mesure de l'audience des organisations syndicales dans les entreprises de moins de 11 salariés |

**Article 3 :**

En cas d'empêchement de Madame Isabelle LAFFONT-FAUST, de Monsieur Didier LACHAUD et de Monsieur Pascal MARCOUX, délégation de signature est donnée à Mesdames Florence VILBOUX et Elizabeth JAULT à effet de signer les décisions énumérées à l'article 2.

**Article 4**

La présente subdélégation est étendue à Madame Florence VILBOUX, Directrice Adjointe du Travail pour les décisions relatives aux ruptures conventionnelles – articles L.1237-14 et R.1237-3 du code du travail.

**Article 5 :**

La présente subdélégation est étendue à Madame Nadine DESPLEBIN pour les décisions relatives aux contrats de génération, aux licenciements économiques et à l'anticipation négociée des mutations économiques pour développer les compétences, maintenir l'emploi et encadrer les licenciements économiques.

**Article 6 :**

La présente subdélégation annule et remplace la décision n° 2015.006. du 03 août 2015.

**Article 7 :**

La responsable de l'Unité Départementale des Yvelines et les délégués désignés ci-dessus sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Fait à Montigny le Bretonneux, le jeudi 15 septembre 2016

La Directrice Régionale Adjointe,  
Responsable de l'Unité Départementale des Yvelines

**Isabelle LAFFONT-FAUST**



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DES YVELINES**

## Arrêté n° 2016256-0009

signé par

**Bruno Cinotti, Directeur Départemental des Territoires des Yvelines**

**Le 12 septembre 2016**

**Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire**  
**BSR**

**A 13 BAILLY A ORGEVAL : TP de réfection des enrobés du Lundi 12 septembre au Jeudi 20 octobre 2016 de 22h00 à 5h30 avec 2 déviations**



Direction départementale des territoires

Service de l'éducation et de la sécurité routières  
Bureau de la sécurité routière

Arrêté préfectoral n°

**Fermeture de l'autoroute A13 sens Paris-province entre le PR 12+000 et le PR 25+000 de Bailly à Orgeval**

**Le Préfet des Yvelines,**

**Vu** la loi n° 82.231 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**Vu** le code de la route ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** l'arrêté et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, modifiés par les textes subséquents ;

**Vu** le décret n°2010-578 du 31 mai 2010 fixant la liste des routes à grande circulation ;

**Vu** le décret du 23 juillet 2015 portant nomination de Monsieur Serge Morvan en qualité de préfet des Yvelines ;

**Vu** l'arrêté du Premier ministre en date du 10 avril 2013 portant nomination de Monsieur Bruno Cinotti en qualité de directeur départemental des territoires des Yvelines à compter du 1<sup>er</sup> mai 2013 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2015237-0008 du 25 août 2015; donnant délégation de signature à Monsieur Bruno Cinotti; directeur départemental des territoires des Yvelines ;

**Vu** l'arrêté n° 2016096-0003 du 5 avril 2016; portant subdélégation de signature au sein de la direction départementale des territoires des Yvelines ;

**Vu** la circulaire de Madame le ministre de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie relative au calendrier des jours « Hors Chantier » 2016, ayant pour objet d'offrir aux usagers la capacité maximale du réseau routier national les jours les plus chargés ;

**Vu** l'avis de Monsieur le Président du Conseil Départemental des Yvelines en date du 16 juillet 2016 ;

**Vu** l'avis de Monsieur le Maire de Plaisir en date du 11 juillet 2016 ;

**Vu** l'avis de Monsieur le Maire de Poissy en date du 25 juillet 2016 ;

**Vu** l'avis de Monsieur le Commandant de la Compagnie Républicaine de Sécurité Autoroutière Ouest d'Île-de-France en date du 05 juillet 2016 ;

**Vu** l'avis de Monsieur le directeur de la direction interdépartementale des routes d'Île-de-France et du CRICR en date du 08 juillet 2016 ;

**Considérant**, qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures utiles pour assurer la sécurité des usagers de l'autoroute A13, ainsi que du personnel chargé des travaux, pendant les travaux de réfection des enrobés sur l'autoroute A13 sens Paris-province entre le PR 12+000 et le PR 25+000 de Bailly à Orgeval.

## ARRETE

**ARTICLE 1 :** Pendant les travaux de réfection des enrobés, l'autoroute A13 sens Paris-province pourra être fermé à la circulation entre le PR 12+000 et le PR 25+000 de 22h00 à 5h30 durant les nuits des :

- Lundi 12 septembre 2016,
- Mardi 13 septembre 2016,
- Mercredi 14 septembre 2016,
- Jeudi 15 septembre 2016,
- Lundi 19 septembre 2016,
- Mardi 20 septembre 2016.

**Nota :** les dates indiquées sont les dates de début de nuit de fermeture (lundi 12 septembre correspond à la nuit du lundi 12 septembre au mardi 13 septembre 2016).

Dans le cas où les travaux ne seraient pas achevés le 21 septembre 2016, ces restrictions pourront s'appliquer, dans les mêmes conditions, durant les nuits des :

- Lundi 17 octobre 2016,
- Mardi 18 octobre 2016,
- Mercredi 19 octobre 2016,
- Jeudi 20 octobre 2016.

### **ARTICLE 2 :**

Une déviation sera mise en place dans les conditions suivantes :

**Les usagers en provenance de l'autoroute A13 sens Paris-province empruntent :**

- L'autoroute A12 sens province-Paris,
- la Route Nationale 12 en direction de Dreux,
- la bretelle de sortie Plaisir Centre
- la Route Départementale 30 en direction de Poissy (hors et en agglomération de Plaisir, Thiverval-Grignon, Chavenay, Feucherolles, Poissy, Aigremont et en agglomération de Poissy)
- la Route Départementale 113 en direction de l'Autoroute A13 (où les usagers souhaitant emprunter la bretelle de sortie n°7 retrouveront leur direction) (en et hors agglomération de Poissy, hors agglomération d'Orgeval),
- Suivent la direction autoroute A13 / Les Mureaux / Mantes,
- Empruntent la bretelle d'accès à l'autoroute A13 en direction de Rouen où ils retrouveront leur itinéraire.

**Les usagers en provenance de l'autoroute A12 sens province-Paris empruntent :**

- la sortie RN 186 en direction de Saint-Germain-en-Laye/Marly-le-Roi,
- le demi-tour au carrefour dit « Bull » (RN186),
- l'accès A12/A13 en direction de Rouen/Saint-Quentin-en-Yvelines,
- l'autoroute A12 en direction de Saint-Quentin-en-Yvelines,
- la Route Nationale 12 en direction de Dreux,
- la bretelle de sortie Plaisir Centre
- la Route Départementale 30 en direction de Poissy ( hors et en agglomération de Plaisir, Thiverval-Grignon, Chavenay, Feucherolles, Poissy, Aigremont et en agglomération de Poissy)
- la Route Départementale 113 en direction de l'Autoroute A13 (où les usagers souhaitant emprunter la bretelle de sortie n°7 retrouveront leur direction) (en et hors agglomération de Poissy, hors agglomération d'Orgeval),

**ARTICLE 3 :** Les dispositions du présent arrêté sont portées à la connaissance des usagers, par des panneaux de signalisation réglementaires qui sont mis en place par la DIRIF/UER de Boulogne-Billancourt/CEI de Rocquencourt ou toute autre entreprise désignée par celle-ci. La signalisation mise en œuvre doit être conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et au manuel du chef de chantier (signalisation temporaire – éditions du SETRA).

**ARTICLE 4 :** Les infractions au présent arrêté sont constatées et poursuivies conformément à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 5 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent.

**ARTICLE 6 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlement en vigueur.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Yvelines, Monsieur le Président du Conseil Départemental des Yvelines, Messieurs les Maires de Plaisir, Poissy, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires des Yvelines, Monsieur le Commandant de la CRSA-OIDF, Monsieur le Directeur des Routes d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État

Fait à Versailles, le 12 SEP. 2016

Le Préfet des Yvelines

et par délégation,

Le directeur départemental des territoires  
des Yvelines.



**Bruno CINOTTI**





*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DES YVELINES**

## Arrêté n° 2016259-0005

signé par

**Bruno Cinotti, Directeur Départemental des Territoires des Yvelines**

**Le 15 septembre 2016**

**Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire**  
**BSR**

**TP sur la RN 12 à LA QUEUE-LES-YVELINES TP sens Créteil / Dreux et fermeture bretelle  
18b de sortie Millemont du 19 au 23 septembre 2016**



**Direction départementale des territoires  
Service de l'éducation et de la sécurité routières  
Bureau de la sécurité routière**

Arrêté préfectoral n°

**Restriction de la circulation sur la N12 sens Créteil / Dreux du PR 48+000 au PR 51+000 et fermeture de la bretelle de sortie Millemont (bretelle n°18b).**

**Le préfet des Yvelines,**

**Vu la loi n° 82.231 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;**

**Vu le code de la route et notamment son article R.411-8 ;**

**Vu l'arrêté et l'instruction interministériels sur la signalisation routière, modifiés par les textes subséquents ;**

**Vu le décret n°2010-578 du 31 mai 2010 fixant la liste des routes à grande circulation ;**

**Vu le décret du 23 juillet 2015 portant nomination de Monsieur Serge Morvan en qualité de Préfet des Yvelines;**

**Vu l'arrêté préfectoral n° D3Mi 2010.060 du 30 juin 2010 portant création de la Direction Départementale des Territoires des Yvelines,**

**Vu l'arrêté du Premier ministre en date du 10 avril 2013, portant nomination de Monsieur Bruno Cinotti en qualité de Directeur Départemental des Territoires des Yvelines, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2013,**

**Vu l'arrêté préfectoral n° 2015237-0008 du 25 août 2015, donnant délégation de signature à Monsieur Bruno Cinotti, directeur départemental des territoires des Yvelines,**

**Vu l'arrêté n° 2016096-0003 du 5 avril 2016, portant subdélégation de signature au sein de la direction départementale des territoires des Yvelines ;**

**Vu la circulaire du 11 décembre 2015 de la Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, fixant le calendrier des jours « hors chantiers » de l'année 2016 et du mois de janvier 2017 ;**

**Vu l'avis de Monsieur le Directeur de la Direction Interdépartementale des Routes d'Île-de-France et du CRICR en date du 14 septembre 2016 ;**

**Vu l'avis de Monsieur le Président du Conseil Départemental des Yvelines en date du 11 août 2016 ;**

**Vu l'avis de Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Yvelines en date du 26 août 2016 ;**

**Vu l'avis de Madame le maire de Millemont en date du 24 août 2016 ;**

Vu l'avis de Monsieur le maire de La Queue-lez-Yvelines en date du 09 août 2016 ;

Vu l'avis de Monsieur le maire de Bazainville en date du 26 août 2016 ;

**Considérant** que pour assurer la sécurité des usagers et des intervenants pendant les travaux de réfection de la chaussée de la bretelle de sortie de Millemont sur la N 12, sens Créteil/Dreux, et d'entretien des arbres du PR 48+000 au PR 51+000, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation pendant les travaux.

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** La bretelle 18b sera interdite à la circulation entre 21h00 et 6h00 durant 4 nuits du 19 au 23 septembre 2016, La voie lente et la voie médiane de la N12 du PR 48+000 au PR 51+000 seront également neutralisées dans le sens Créteil/Dreux

### **Déviation : fermeture de la bretelle 18b sortie Millemont**

Les usagers circulant sur la N12 et désirant accéder à la bretelle de sortie 18b de Millemont circulant sur la N12 emprunteront l'itinéraire de déviation suivant :

Ils continueront sur la N12 jusqu'à l'échangeur de Bazainville où ils emprunteront les bretelles 20c, 20d. Sur la D112, ils prendront les bretelles 20b et 20a en direction de Paris. Ils sortiront à la bretelle de sortie de Millemont sur la D179 au PR 5+000 où ils retrouveront la signalisation directionnelle existante.

**ARTICLE 2 :** La signalisation temporaire sera mise en place, surveillée et repliée par :

L'Unité d'Exploitation Routière de Jouy-en-Josas, CEI Paulette, 1 rue Étienne de Jouy 78350 Jouy-en-Josas. Téléphone : 01.34.58.72.80 - Fax : 01.34.58.73.00.

Celle-ci sera conforme aux dispositions en vigueur édictées par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié et par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, Livre I - 8e partie approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992.

**ARTICLE 3 :** Les dispositions visées à l'article 1 ne seront pas appliquées pendant les périodes définies au calendrier « hors chantier 2016 » en application de la circulaire ministérielle susvisée en 2006.

**ARTICLE 4 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlement en vigueur.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Départemental des Territoires des Yvelines, Monsieur le Président du Conseil Départemental des Yvelines, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes d'île de France, Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Yvelines, Madame le maire de Millemont, Monsieur le maire de La Queue-lez-Yvelines et Monsieur le Maire de Bazainville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et qui sera affiché sur le chantier et publié au recueil des actes administratifs de l'État, dont copie sera adressée à Monsieur le Directeur Départemental des Services Incendie et de Secours.

Fait à Versailles, le **15 SEP. 2010**

Le préfet des Yvelines

et par délégation,

Le directeur départemental des territoires  
des Yvelines,



**Bruno CINOTTI**



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DES YVELINES**

## Arrêté n° 2016259-0004

**signé par  
Julien Charles, secrétaire général**

**Le 15 septembre 2016**

**Préfecture des Yvelines  
DRE**

**arrêté déclarant d'utilité publique le renouvellement du viaduc de Marly**



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Préfecture  
Direction de la Réglementation et des Élections  
Bureau de l'environnement et des enquêtes publiques

## **Arrêté déclarant d'utilité publique le renouvellement du viaduc de Marly-le-Roi**

**Le Préfet des Yvelines,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

**Vu** le code de l'urbanisme ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le courrier en date du 12 février 2016 par laquelle SNCF Réseau sollicite l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de renouvellement du viaduc de Marly-le-Roi ;

**Vu** les pièces du dossier d'enquête publique et notamment l'étude d'impact présentée par SNCF Réseau ;

**Vu** l'avis délibéré n° 2015-96 en date du 3 février 2016 de la formation d'autorité environnementale du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD), joint au dossier d'enquête publique, sur l'étude d'impact relative au projet de renouvellement du viaduc de Marly ;

**Vu** la décision n° E16000015/78 en date du 22 février 2016 du tribunal administratif de Versailles, nommant Monsieur Georges-Michel BRUNIER, en qualité de commissaire enquêteur titulaire et Monsieur Guy POIRIER en qualité de suppléant ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 16-024 en date du 29 mars 2016 prescrivant, sur le territoire de la commune de Marly-le-Roi, l'ouverture d'une enquête publique unique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de renouvellement du viaduc de Marly-le-Roi ;

**Vu** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 27 juin 2016 qui émet un avis favorable à la déclaration d'utilité publique assorti d'une recommandation et de la réserve suivante :

*« Le dessin de l'ouvrage qui figure dans le dossier d'enquête publique a un caractère provisoire, en l'attente de l'avis de l'architecte des bâtiments de France ; le dessin définitif devra justifier qu'il tient compte, lorsqu'il aura été formulé, de cet avis » ;*

**Vu** le mémoire du maître d'ouvrage en réponse au rapport du commissaire enquêteur levant la réserve et répondant à la recommandation du commissaire enquêteur ;

**Vu** l'avis favorable du sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye en date du 29 juillet 2016 ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

### **Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Sont déclarés d'utilité publique, les travaux de renouvellement du viaduc de Marly-le-Roi, conformément au plan général des travaux joint au présent arrêté.

**Article 2** : En application des dispositions de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 122-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, la présente déclaration d'utilité publique tient lieu de déclaration de projet.

**Article 3** : Pendant une durée de 5 ans, SNCF Réseau est autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit s'il y a lieu, par voie d'expropriation, les emprises foncières nécessaires à la réalisation de ce projet comprises dans le périmètre tel qu'il figure au dossier d'enquête. Ce délai pourra être prolongé dans les conditions prévues par l'article L. 121-5 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

**Article 4** : À défaut d'obtenir la prolongation de la durée de validité de la présente déclaration d'utilité publique, cette dernière sera considérée comme nulle et non avenue si l'expropriation à effectuer pour la réalisation du projet n'est pas menée à terme dans un délai de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

**Article 5** : Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article L. 122-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, le présent arrêté est accompagné d'une annexe 1 exposant les motifs et considérations justifiant l'intérêt public de l'opération.

**Article 6** : Conformément aux dispositions de l'article L. 122-2 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, l'annexe 2 du présent arrêté mentionne les mesures à la charge du maître d'ouvrage destinées à éviter, réduire ou compenser les impacts potentiels du projet sur l'environnement et la santé humaine ainsi que les modalités de leur suivi.

Les mesures éventuelles relatives à la protection de l'eau, des milieux aquatiques et des zones humides, celles relatives aux espèces et habitats d'espèces protégées, celles relatives au patrimoine ainsi que celles relatives au défrichement pourront être adaptées, dans le respect des mêmes objectifs, par des prescriptions fixées par des arrêtés ultérieurs pris en application respectivement des articles L. 214-1 et suivants, de l'article L. 411-2, des articles L. 341-1 et suivants du code de l'environnement et des articles L. 214-13 et L. 341-1 et suivants du code forestier.

**Article 7** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans la mairie de Marly-le-Roi pendant une durée de deux mois.

**Article 8 :** En application des dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles, dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de l'autorité préfectorale. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux, qui ne recommence à courir à nouveau qu'à compter de la réponse de l'administration, étant précisé qu'en application de l'article L. 411-7 du code des relations entre le public et l'administration, « *le silence gardé pendant plus de deux mois sur un recours administratif par l'autorité compétente vaut décision de rejet* ».

**Article 9 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye, le directeur de SNCF Réseau et le maire de Marly-le-Roi, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 15 SEP. 2016

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

  
Julien CHARLES





*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DES YVELINES**

**Arrêté n° 2016244-0025**

**signé par  
Julien CHARLES, Secrétaire Général**

**Le 31 août 2016**

**Préfecture des Yvelines  
DRE**

**Arrêté portant sur les bureaux de vote de Carrières-sous-Poissy**



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

## Préfecture

Direction de la réglementation et des élections

ARRETE n° 2016-09-0014 -

relatif aux bureaux de vote de la commune de Carrières-sous-Poissy

Le Préfet des Yvelines

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code électoral et notamment ses articles L.17 et R.40 ;

**Vu** la demande formulée par le maire de Carrières-sous-Poissy en date du 28 juillet 2016 portant sur la création de 2 bureaux de vote dans la commune.

**Vu** l'avis favorable du sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

### Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>** : Les numérotations, adresses et périmètre géographique des bureaux de vote de la commune de Carrières-sous-Poissy sont définis comme suit conformément au plan (annexe 1) et états joints (annexes 2 à 11) au présent arrêté.

|                      |                          |                             |
|----------------------|--------------------------|-----------------------------|
| Bureau de vote n° 1  | Hôtel de ville           | 1 place Saint Blaise        |
| Bureau de vote n° 2  | Hôtel de ville           | 1 place Saint Blaise        |
| Bureau de vote n° 3  | Ecole Champfleury        | 149 rue de Champfleury      |
| Bureau de vote n° 4  | Espace Louis Armand      | 143 rue Louis Armand        |
| Bureau de vote n° 5  | Pôle Michel Colluci      | 124 avenue Maurice Berteaux |
| Bureau de vote n° 6  | Groupe Scolaire Bretagne | 633 rue Maurice Berteaux    |
| Bureau de vote n° 7  | Groupe Scolaire Bretagne | 633 rue Maurice Berteaux    |
| Bureau de vote n° 8  | Salle Robert             | 218 rue de la Chapelle      |
| Bureau de vote n° 9  | Ecole du Centre          | 270 Grande Rue              |
| Bureau de vote n° 10 | Ecole des Bords de Seine | 38 allée Aristide Briand    |

**Article 2** : Le recensement général des votes se fera dans le bureau de vote n°1.

**Article 3** : Les militaires, les français établis hors de France et les personnes sans domicile fixe qui demanderont leur inscription conformément aux articles L.12, L.13 et L.15-1 du code électoral seront inscrits sur la liste électorale du bureau de vote n°1, lorsqu'il s'avérera impossible de localiser, à l'intérieur de la commune, leur attache avec un bureau de vote.

.../...

Adresse postale : 1 rue Jean Houdon – 78.010 Versailles cedex

Adresse du public : 1, avenue de l'Europe – Versailles

Tél : 01.39.49.78.00

Retrouvez nos jours et horaires d'ouverture d'accueil du public sur le site : [www.yvelines.gouv.fr](http://www.yvelines.gouv.fr)

**Article 4 :** Le présent arrêté entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2017 date à laquelle l'arrêté préfectoral DRE-08/318 du 29 juillet 2008 instituant les bureaux de vote de la commune de Carrières-sous-Poissy sera abrogé.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Saint Germain-en-Laye et le maire de Carrières-sous-Poissy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans la commune.

Versailles, le 31 AOUT 2016

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général  
*M. Charles*  
M. CHARLES



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DES YVELINES**

**Arrêté n° 2016260-0004**

**signé par  
Julien CHARLES, Secrétaire Général**

**Le 16 septembre 2016**

**Préfecture des Yvelines  
DRE**

**Arrêté portant sur les bureaux de vote de Montesson**



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

**Préfecture**

Direction de la réglementation et des élections

**ARRETE n° 2016-09-0015**  
**modifiant l'arrêté n°2012264-0001 du 20 septembre 2012**  
**relatif aux bureaux de vote de la commune de Montesson**

**Le Préfet des Yvelines**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code électoral et notamment ses articles L.17 et R.40 ;

**Vu** l'arrêté n°2012264-0001 du 20 septembre 2012 instituant les bureaux de vote de la commune de Montesson ;

**Vu** la demande formulée par le maire en date du 1<sup>er</sup> septembre 2016 portant sur le changement de dénomination et d'adresse des bureaux de vote n° 4 et n° 7 de la commune de Montesson;

**Vu** l'avis favorable du sous-préfet de Saint Germain-en-Laye ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n°2012264-0001 du 20 septembre 2012 modifié est modifié comme suit :

« Bureau de vote n°4 : Bibliothèque Louis Aragon, 12 boulevard de la république  
Bureau de vote n°7 : Ecole maternelle Ferdinand Buisson Salle polyvalente, 8 A rue Henri Dunant »

Le reste sans changement.

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Saint Germain-en-Laye et le maire de Montesson sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans la commune.

Versailles, le 16 SEP. 2016

Pour le Préfet, Préfet délégué,  
Le Secrétaire Général

*Julien CHARLES*



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DES YVELINES**

## Arrêté n° 2016259-0006

**signé par**

**Julien CHARLES, Secrétaire Général de la Préfecture des Yvelines**

**Le 15 septembre 2016**

**Yvelines**

**Direction départementale interministérielle des territoires**

**Arrêté modificatif portant ouverture et clôture de la chasse pour la campagne 2016-2017 dans le département des Yvelines**

Direction départementale des territoires

Service de l'Environnement

Unité Forêt, Chasse, Milieux Naturels

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL modificatif n° 2016 – 000220  
portant ouverture et clôture de la chasse pour la campagne 2016-2017  
dans le département des Yvelines**

**Le Préfet des Yvelines,**

**VU** le Code de l'Environnement, livre IV, titre II et notamment les articles L424-3-II et R424-13-1 à 4 concernant les dispositions particulières aux établissements professionnels de chasse à caractère commercial ;

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2016-000039 du 29 février 2016 portant approbation du schéma départemental de gestion cynégétique des Yvelines,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2016-000133 du 23 mai 2016 portant ouverture et clôture de la chasse pour la campagne 2016-2017 dans le département des Yvelines,

**CONSIDÉRANT** la demande du président de la Fédération Interdépartementale des Chasseurs d'Île-de-France en date du 12 septembre 2016,

**CONSIDÉRANT** la date d'ouverture spécifique de la chasse pour les espèces faisan, perdrix grise et perdrix rouge fixée au 25 septembre 2016 par l'arrêté préfectoral du 23 mai 2016 susvisé,

**CONSIDÉRANT** que dans les établissements professionnels de chasse à caractère commercial les dates d'ouverture et de fermeture de la chasse des perdrix grises, perdrix rouges et faisans de chasse, issus d'élevage sont les dates d'ouverture générale et de clôture générale de la chasse dans le département,

**SUR PROPOSITION** du directeur départemental des territoires des Yvelines,

**ARRÊTE :**

**Article 1er :** L'article 2 de l'arrêté du 23 mai 2016 qui précise les conditions spécifiques de chasse des espèces faisan, perdrix grise et perdrix rouges pour les établissements professionnels de chasse est modifié comme suit :

| <i>Espèces</i>           | <i>Dates d'ouverture</i> | <i>Dates de clôture</i> | <i>Conditions spécifiques de chasse</i>   |
|--------------------------|--------------------------|-------------------------|---|
| <b>GIBIER SEDENTAIRE</b> |                          |                         |   |
| • FAISAN (6)             | 25 septembre             | 31 janvier              | (6) Pour les communes de Boissets, Tilly et Flins-Neuve-Eglise les espèces faisan commun et perdrix grise sont soumises à plan de chasse, pour les communes d'Auffargis, Cernay-la-Ville, Senlisse, la Celle-les-Bordes et les Essarts-du-Roi sur le territoire expérimental de l'ONCFS, les espèces faisan commun et faisan vénéré sont soumises à plan de chasse.<br><b>(6) (7) Pour les espèces faisans, perdrix grises et perdrix rouges, les établissements professionnels dûment déclarés à la DDT pourront chasser pendant la période de chasse dérogatoire, soit de l'ouverture générale le 18 septembre 2016 à la fermeture générale le 28 février 2017.</b> |
| • PERDRIX GRISE (6)      | 25 septembre             | 27 novembre             |   |
| • PERDRIX ROUGE (7)      | 25 septembre             | 31 janvier              |   |

**Article 2 :** Les périodes de chasse dérogatoires sont ouvertes sur les territoires des établissements professionnels de chasse à caractère commercial déclarés et enregistrés, pour les seuls oiseaux lâchés et les actes de chasse relevant de l'activité commerciale.

**Article 3 :** L'ensemble des autres dispositions fixées à l'arrêté n° SE-2016-000133 du 23 mai 2016 portant ouverture et clôture de la chasse pour la campagne 2016-2017 dans le département des Yvelines demeure inchangé.

**Article 10 :** Tout recours contre le présent arrêté doit être adressé au Tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines.

**Article 11 :** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires, le commandant du groupement de gendarmerie des Yvelines, le directeur départemental de la sécurité publique, le président de la Fédération Interdépartementale d'Île-de-France, le directeur d'agence de l'Office National des Forêts, le chef de la brigade mobile d'intervention Île-de-France – Ouest de l'O.N.C.F.S, les lieutenants de Louveterie, les agents ayant des pouvoirs de police en matière de chasse, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les communes des territoires concernés par le soin des maires.

Versailles, le 15 septembre 2016

Le préfet des Yvelines,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général  
Julien CHARLES





*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DES YVELINES**

## Arrêté n° 2016260-0001

**signé par**

**Frédéric VISEUR, Sous-Préfet de Mantes la Jolie**

**Le 16 septembre 2016**

**Yvelines**

**S/Prefecture de Mantes la Jolie**

**ARRETE PORTANT AUTORISATION DE MANIFESTATION SPORTIVE - N°PDMS 2016/  
145 "7ème édition du trail des fonds de Cayenne "**



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
**PRÉFET DES YVELINES**

**Plateforme Départementale des Manifestations Sportives**

Affaire suivie par Ousmane DIOP

☎ 01 30 92 85 40

Fax 01 30 92 85 22

@ : [ousman.diop@yvelines.gouv.fr](mailto:ousman.diop@yvelines.gouv.fr)

Mantes la Jolie, le 16 SEP. 2016

**ARRETE PORTANT AUTORISATION DE MANIFESTATION SPORTIVE**

**ARRETE N° PDMS 2016/ 145**  
**« 7<sup>ème</sup> édition du Trail des fonds de Cayenne »**

Le Préfet des Yvelines,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, spécialement ses articles L.2213-1, L.2213-2, L.2213-3 et L.2215-1 ;

**VU** le Code de la Route ;

**VU** le Code du Sport, notamment le titre III de la partie réglementaire ;

**VU** le décret n° 92-757 du 3 août 1992 du ministère de la justice, modifiant le code de la route et relatif à la sécurité, des courses et épreuves sur les voies ouvertes à la circulation publique ;

**VU** l'arrêté du 26 août 1992 du ministre de la justice portant application du décret n°92-757 du 3 août 1992 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 31 mars 1992 portant réglementation particulière des épreuves sportives sur la voie publique ;

**VU** l'arrêté du ministre de l'intérieur en date du 15 décembre 2015 portant interdiction des concentrations ou manifestations sportives sur les routes à grande circulation à certaines périodes de l'année 2016 ;

Considérant la demande présentée par l'association « Les Traileurs des Fonds de Cayene », représentée par M. Loïc JAOUEN, tendant à obtenir l'autorisation d'organiser, le 18 septembre 2016, une course pédestre intitulée « 7<sup>ème</sup> édition du Trail des fonds de Cayenne » dont le départ aura lieu à FLINS-SUR-SEINE

VU l'arrêté temporaire de circulation et de stationnement du Maire de HERBEVILLE en date du 28 avril 2016 ;

VU l'arrêté portant restriction de circulation et de stationnement du Maire de FLINS-SUR-SEINE en date du 28 avril 2016 ;

VU l'arrêté de circulation et de stationnement du Maire de BOUAFLE en date du 07 mai 2016;

VU l'arrêté de circulation et de stationnement du Maire de BAZEMONT en date du 29 avril 2016 ;

VU l'avis de la Direction Départementale de la Sécurité Publique;

VU l'avis des services de gendarmerie ;

VU l'avis du Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Yvelines

VU l'avis de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale ;

VU l'avis de la Commission Départementale des Courses Hors Stade ;

VU l'arrêté préfectoral 2016243-0003 en date du 30 août 2016 donnant délégation de signature à Monsieur le Sous-préfet de MANTES LA JOLIE ;

## ARRETE

**ARTICLE 1 :** La course pédestre intitulée «Trail des Fonds de Cayenne » du 18 septembre 2016 est autorisée en tant qu'elle concerne les voies ouvertes à la circulation publique, à l'exclusion de toutes propriétés et voies privées pour lesquelles, il appartient au pétitionnaire de s'entendre avec les propriétaires.

Le départ se fera à 09h30 sur des distances de 12 et 24 km. Le nombre de participants est d'environ 600 personnes.

Cette épreuve ne devra servir qu'à des fins sportives.

**Cette course bénéficie de la priorité de passage sur la voie publique conformément aux arrêtés d'interdiction de stationnement et de circulation pris par les maires des communes.**

### **ARTICLE 2 :**

La sécurité de la course sera assurée par des **signaleurs**, munis de brassards, aux points indiqués dans l'annexe 1.

La liste nominative des signaleurs figure en annexe 2.

Les signaleurs doivent être identifiables par les usagers de la route au moyen d'un brassard marqué « **COURSE** » et **doivent être en possession d'une copie de l'arrêté autorisant la course.**

**Placés sous l'autorité et la responsabilité de l'organisateur, ils ne détiennent pas les prérogatives dévolues aux forces de l'ordre.**

- Les organisateurs devront appeler l'attention des concurrents sur le strict respect des dispositions du code de la route.
- Le règlement de la Fédération Française d'Athlétisme est à respecter.
- La sécurité médicale devra être assurée sur l'ensemble du parcours et durant toute la durée de l'épreuve.

- Un certificat médical de moins d'un an de non contre indication à la pratique sportive en compétition devra être présenté par les participants non licenciés auprès d'une fédération sportive.
- Le cas échéant, les riverains devront respecter les interdictions de stationnement et de circulation prescrites par les arrêtés municipaux.
- Un barriérage devra être mis en place de chaque côté de la chaussée sur une distance de 25 mètres de part et d'autre de la ligne d'arrivée.
- L'organisateur devra s'assurer que d'autres manifestations du même type ne se déroulent pas au même endroit et à la même heure.

**Respect des dispositions prescrites par le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Yvelines : le SDIS devra connaître le numéro de téléphone du PC course en cas de besoin. Cette information est à transmettre par écrit au SDIS 78 – groupement Opérations – BP 60571 – 78005 VERSAILLES Cedex (Fax : 01.30.83.86.09) ; le SDIS demande libre accès des secours en tout lieu de l'itinéraire ; le responsable présent devra centraliser les demandes de secours émanant des postes de secours ou de commissaires de course.**

**ARTICLE 3 :** La signalisation utilisée est celle qui sert à régler manuellement la circulation : Piquet mobile à deux faces, modèle **K 10** (un par signaleur).

Pourront en outre être utilisés les matériels de signalisation (barrage modèle **K 2**), signalant un obstacle de caractère temporaire et sur lesquels le mot "**course**" sera inscrit. Les équipements prévus à l'article 3 doivent être fournis par l'organisateur.

**ARTICLE 4 :** Les signaleurs devront être présents et les équipements mis en place un quart d'heure au moins, une demi-heure au plus, avant le passage théorique de la course, et retirés un quart d'heure après le passage du véhicule annonçant la fin de la course.

**ARTICLE 5 :** Il est expressément interdit aux concurrents, aux organisateurs ainsi qu'à toute autre personne de jeter sur la voie publique : prospectus, journaux, tracts, papiers, échantillons ou produits quelconques, et d'effectuer sur les chaussées des marques ne disparaissant pas dans les vingt-quatre heures. Il ne devra être apposé ni affiche, ni papillon sur les panneaux de signalisation, sur les supports et sur les bornes kilométriques.

**ARTICLE 6 :** Les concurrents ralentiront et même s'arrêteront toutes les fois qu'ils pourraient être cause d'accidents, de désordre ou de gêne pour la circulation. Ils se conformeront aux dispositions générales ou règlements concernant la police de la circulation.

Si l'épreuve comporte la traversée de passages à niveau, les organisateurs devront assurer la présence à ces endroits de commissaires spécialement chargés de maintenir l'ordre parmi les concurrents.

**ARTICLE 7 :** L'usage de haut-parleur sur voiture automobile est formellement interdit.

**ARTICLE 8 :** A aucun moment, les conducteurs des véhicules suiveurs, dont le nombre ne devra pas dépasser trois voitures et trois motos, ne devront par leur comportement empêcher les dépassements.

**ARTICLE 9 :** Avant le début de la manifestation, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique ou son représentant, Monsieur le Colonel commandant la Gendarmerie des Yvelines ou son représentant, le responsable de la sécurité de la manifestation, ainsi que les maires des communes traversées, ou leurs représentants, sont habilités à contrôler que les mesures de sécurité des concurrents sont effectivement mises en place.

**Si les prescriptions du présent arrêté n'étaient pas respectées, la manifestation ne pourrait avoir lieu.**

**ARTICLE 10 :** Les organisateurs resteront responsables des accidents ou dommages causés tant aux voies empruntées qu'aux personnes et aux biens et sous réserve expresse du droit des tiers, risques pour lesquels ils ont déclaré avoir contracté une assurance dans les conditions indiquées.

**ARTICLE 11 :** L'autorisation de déroulement de l'épreuve pourra être rapportée à tout moment, notamment par Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, ou son représentant, par Monsieur le Colonel commandant la Gendarmerie des Yvelines ou son représentant, par les maires des communes traversées ou leurs représentants agissant par délégation de l'autorité administrative, s'il apparaît que les conditions de sécurité ne se trouvent plus remplies ou que les organisateurs, malgré la mise en demeure qui leur en aurait été faite par l'autorité administrative ou ses représentants qualifiés, ne respectent plus ou ne font plus respecter par les concurrents les dispositions que le règlement particulier de la manifestation et le présent arrêté prévoyait en vue de la protection du public et des concurrents.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par procès verbal et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 12 :** Le Sous-préfet de Mantes-la-Jolie, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Colonel commandant la compagnie de gendarmerie des Yvelines, les maires des communes traversées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à l'organisateur et pour information au Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et au Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Yvelines

Pour le Sous-préfet,  
Délégué départemental pour les manifestations sportives



Frédéric VISEUR

La présente décision peut faire l'objet d'une contestation devant le tribunal administratif de Versailles dans les deux mois à compter de sa réception, dans le cadre d'un recours contentieux.

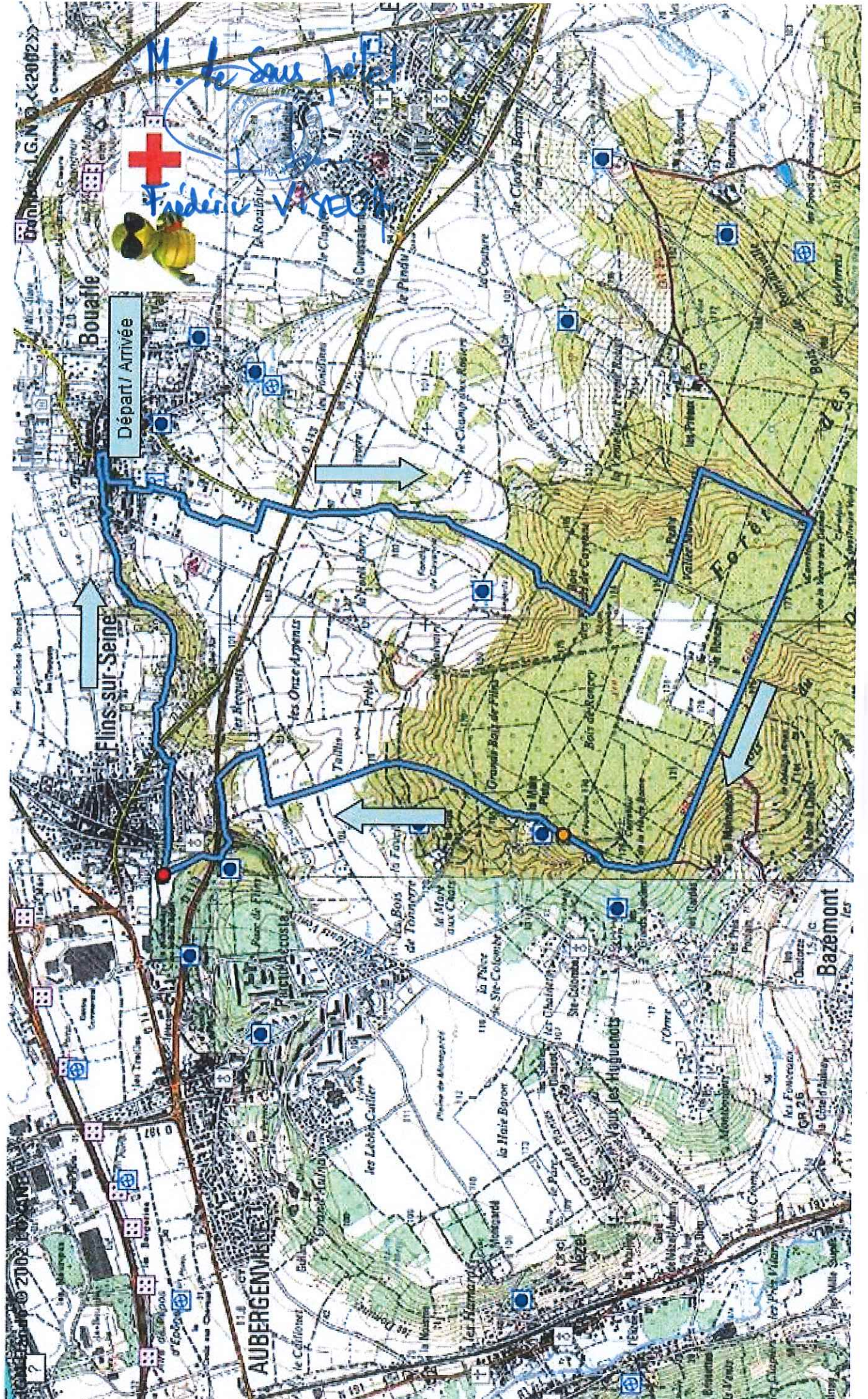
Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de monsieur le préfet des Yvelines ou d'un recours hiérarchique auprès de la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.

Le recours gracieux ou/et hiérarchique interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant la décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).



Parcours TRAIL DES FONDS DE CAYENNE – 18/09/2016 – 12 km – Départ 9h30

VU POUR DEMEURER  
ANNEXE A.6  
MANTES-LA-JOLIE, le 16 SEP. 2016






16 SEP. 2016

TRAIL DES FONDS DE CAYENNE – 18/09/2016

Liste des signaleurs

M. le Sous-préfet  
  
Frédéric VISEUR

| Nom                       | Prénom    | Date de naissance | Aftrddr  | N° Permis    | Position / croisement   |
|---------------------------|-----------|-------------------|----------|--------------|---|
| Police Municipale BOUAFLE |           |                   |          |              | Croisement rue de l'église / rue Maurice Berteaux                 |
| Jouglot                   | Pierre    | 09/03/45          | Meulan   | 278057       | BOUAFLE – Croisement rue Maurice Berteaux / rue des chaudronniers |
| Malfoy                    | Annie     | 25/10/47          | Meulan   | 840378100245 | BOUAFLE – Croisement rue Maurice Berteaux / RUE DE Saint Germain  |
| Martin                    | Marc      | 16/03/69          | Bouafle  | 870778300214 | BOUAFLE – Croisement rue Maurice Berteaux / rue de la Beauce      |
| Guegan                    | Yves      | 20/03/72          | Bouafle  | 900356100091 | BOUAFLE – Croisement rue Maurice Berteaux / rue de la Beauce      |
| Ragot                     | Gérald    | 17/05/72          | Bouafle  | 900278100074 | BOUAFLE – Croisement Rue des Charnelles / D113                    |
| Margureite                | Gisele    | 30/07/74          | Bouafle  | 950499200377 | BOUAFLE – Croisement Rue des Charnelles / D113                    |
| Laze                      | Jennifer  | 29/11/84          | Bouafle  | 21278100286  | BOUAFLE – Croisement Rue des Charnelles / D113                    |
| Blot                      | Jerome    | 14/02/71          | Paris    | 970691201300 | LES ALLUETS LE ROI – Croisement D45 Aller                         |
| Maintier                  | Veronique | 04/04/67          | Clichy   | 841137201089 | LES ALLUETS LE ROI – Croisement D45 Aller                         |
| Dams                      | Paula     | 15/03/58          | Bazemont | 890878310355 | LES ALLUETS LE ROI – Croisement D45 Aller                         |
| Quenel                    | Franck    | 06/09/72          | Bouafle  | 901078100042 | HERBEVILLE – Croisement centre village                            |

|            |            |          |                |              |   |
|------------|------------|----------|----------------|--------------|---|
| Jaouen     | Loic       | 26/12/65 | Bouafle        | 831129410540 | HERBEVILLE –<br>Croisement D45<br>Retour                              |
| Raymond    | J Baspiste | 21/04/77 | St Denis       | 931244300117 | HERBEVILLE –<br>Croisement D45<br>Retour                              |
| Tous       | Yann       | 22/11/65 | St pol de leon | 830629410676 | HERBEVILLE –<br>Croisement D45<br>Retour                              |
| Andressen  | Julia      | 20/07/65 | Bazemont       | 255077509101 | BAZEMONT –<br>Croisement route de<br>Flins                            |
| Gesippe    | Martine    | 18/06/73 | Bazemont       | 479513       | BAZEMONT –<br>Croisement route de<br>Flins                            |
| Allanic    | Alain      | 03/09/64 | Esbly          | 860493111531 | BAZEMONT –<br>Croisement rue de<br>Maule / rue des Lilas              |
| Schoukroun | Pascale    | 06/04/58 | Bazemont       | 760378100616 | BAZEMONT –<br>Croisement rue des<br>sablons / rue des écoles          |
| Jouglot    | Laurence   | 23/03/71 | Bouafle        | 901278100212 | BAZEMONT –<br>Croisement rue des<br>écoles / rue d'Aulnay             |
| Choupeau   | Sophie     | 21/06/72 | Bouafle        | 90072241066  | FLINS – Croisement<br>route de BAZEMONT                               |
| Zack       | Eric       | 01/10/68 | Bouafle        | 861078310004 | FLINS – Croisement<br>route de BAZEMONT                               |
| Olivier    | Sabine     | 08/01/64 | Bouafle        | 820278100617 | FLINS - Sortie parc de<br>Flins / Rue Maurice<br>Berteaux             |
| Wesolowski | Christophe | 15/03/63 | Bouafle        | 821062110912 | FLINS - Croisement<br>Rue du Château / allée<br>du Lavoir             |
| Dage       | Lionel     | 22/08/68 | Jouy en josas  | 870578400015 | FLINS – Croisement<br>Rue Mal Foch / Rue des<br>Glaisières            |
| Foret      | Frederic   | 22/02/67 | Bouafle        | 830745201031 | BOUAFLE –<br>Croisement Rue des<br>caverneaux / Rue<br>Laguillermie   |
| Bramanti   | Giovanni   |          | Bouafle        | 741078100646 | BOUAFLE –<br>Croisement Rue<br>Laguillermie / Rue<br>Maurice Berteaux |

|        |         |  |         |        |   |
|--------|---------|--|---------|--------|---|
| Hameau | J louis |  | Bouafle | 835724 | BOUAFLE –<br>Croisement Rue<br>Laguillermie / Rue<br>Maurice Berteaux |
|--------|---------|--|---------|--------|---|



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DES YVELINES**

## Arrêté n° 2016260-0002

**signé par**

**Frédéric VISEUR, Sous-Préfet de Mantes la Jolie**

**Le 16 septembre 2016**

**Yvelines**

**S/Prefecture de Mantes la Jolie**

**ARRETE PORTANT AUTORISATION DE MANIFESTATION SPORTIVE - N°PDMS 2016/  
146 "cross de la tortue"**



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFECTURE DES YVELINES**

**PLATEFORME DEPARTEMENTALE DES MANIFESTATIONS SPORTIVES**

Affaire suivie par M. Ousmane DIOP

☎ 01 30 92 85 40

FAX 01 30 92 85 22

@ : ousman.diop@yvelines.gouv.fr

Mantes-La-Jolie, le

16 SEP. 2016

**ARRETE PORTANT AUTORISATION DE MANIFESTATION SPORTIVE**

ARRETE n° PDMS 2016 / 146

**« Cross de la tortue »**

Le Préfet des Yvelines,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, spécialement ses articles L.2213-1, L.2213-2, L.2213-3 et L.2215-1 ;

**VU** le Code de la Route ;

**VU** le Code du Sport, notamment le titre III de la partie réglementaire ;

**VU** le décret n° 92-757 du 3 août 1992 modifiant le code de la route et relatif à la sécurité, des courses et épreuves sur les voies ouvertes à la circulation publique ;

**VU** l'arrêté interministériel du 26 août 1992 portant application du décret n°92-757 du 3 août 1992 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 31 mars 1992 portant réglementation particulière des épreuves sportives sur la voie publique ;

**VU** l'arrêté du ministre de l'intérieur en date du 15 décembre 2015 portant interdiction des concentrations ou manifestations sportives sur les routes à grande circulation à certaines périodes de l'année 2016 ;

**Considérant** la demande présentée l'association « LES PASS PARTOUT TRAILERS DU JOSAS » représentée par monsieur Gilles GUIMARD 2 rue des imprimeurs au bloc 78350 Jouy-en-Josas, tendant à obtenir l'autorisation d'organiser le dimanche 18 septembre 2016 une épreuve de cross. La course se déroulera dans le Domaine de la cour Roland à Jouy-en-Josas.

**Vu** l'avis de monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique ;

**Vu** l'avis de monsieur le maire de Jouy-en-Josas ;

**Vu** l'avis de madame la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale ;

**Vu** l'avis du Service Départemental d' Incendie et de Secours des Yvelines ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2016243-0003 du 30 août 2016 donnant délégation de signature à Monsieur le Sous-préfet de Mantes-la-Jolie ;

## **A R R E T E**

### Article 1<sup>er</sup>

Le cross organisé par l'association « LES PASS PARTOUT TRAILERS DU JOSAS » est autorisé le dimanche 18 septembre 2016 de 9h à 12h, en tant qu'il concerne les voies du domaine public communal, à l'exclusion de toutes propriétés et voies privées pour lesquelles il appartient au pétitionnaire de s'entendre avec les propriétaires. La course se déroulera dans le Domaine de la Cour Roland et sur les voies publiques de la commune de Jouy-en-Josas Le nombre attendu de participants est de 300 personnes.

Cette épreuve ne devra servir qu'à des fins sportives.

### Article 2

**Cette course ne bénéficie pas de la priorité de passage sur la voie publique.**

### Article 3

La sécurité de la course sera assurée par des **SIGNALEURS** munis de brassards, aux points indiqués dans l'annexe 1.

La liste nominative des signaleurs figure en annexe2.

**Ces signaleurs placés sous la responsabilité de l'organisateur ne détiennent pas les prérogatives dévolues aux forces de l'ordre.**

Les signaleurs doivent être identifiables par les usagers de la route au moyen d'un brassard marqué "**COURSE**" et être en possession d'une copie de l'arrêté autorisant la course.

Les signaleurs devront être présents et les équipements mis en place un quart d'heure au moins, une demi-heure au plus, avant le passage théorique de la course, et retirés un quart d'heure après le passage du véhicule ou d'un organisateur annonçant la fin de la course.

La signalisation utilisée est celle qui sert à régler manuellement la circulation : piquet mobile à deux faces, modèle **K 10** (un par signaleur). Pourront en outre être utilisés les matériels de signalisation (barrage modèle **K 2**), signalant un obstacle de caractère temporaire et sur lesquels le mot "**course**" sera inscrit. Les équipements prévus à l'article 3 doivent être fournis par l'organisateur.

Les organisateurs devront attirer l'attention des participants sur :

- Le danger de l'itinéraire emprunté et la nécessité absolue du respect des règles édictées au code de la route ainsi que du fait qu'ils ne bénéficient pas de la priorité de passage.
- Les participants devront se tenir à une distance d'au moins 50 mètres de tous chantiers ou engins forestiers, travaux ou exploitations.

#### Article 4

Les organisateurs devront mettre en place un service médical efficace et prévenir le centre de secours du déroulement de la manifestation.

Chaque concurrent doit produire un certificat médical de non contre-indication à la pratique compétitive.

#### Article 5

Les autorités investies du pouvoir de police, prescrivent, chacune en ce qui la concerne, par arrêté si elles le jugent utile, toutes mesures complémentaires pour réglementer la circulation et le stationnement sur le territoire de leur circonscription pendant le passage de la compétition.

Les organisateurs devront faire obligation aux concurrents et accompagnateurs de se conformer strictement aux mesures générales ou spéciales qui auront été prises par les autorités investies des pouvoirs de police en vue de garantir le bon ordre et la sécurité publique.

#### Article 6

Avant le signal du départ, les organisateurs devront établir sur place et sur réquisition du représentant de l'autorité chargé d'assurer le service d'ordre, que le maire de Jouy-en-Josas a été, avisé par leurs soins, avisé de l'organisation de la course, de son autorisation, du nombre probable de coureurs et de l'heure approximative de leur passage.

**Ils doivent s'assurer qu'aucune autre course ne se déroule en même temps que celle-ci.**

#### Article 7

Le cas échéant, les organisateurs devront se rapprocher des services de police territorialement compétents afin qu'un service d'ordre approprié soit mis en place.

Le coût du service d'ordre, éventuellement mis en place, dont le montant sera indiqué ultérieurement par les forces de l'ordre, sera à la charge des organisateurs.

#### Article 8

- Il est expressément interdit aux participants, aux organisateurs, ainsi qu'à toute autre personne, de jeter sur la voie publique prospectus, journaux, tracts papiers, échantillons ou produits quelconques

- Il est également interdit d'effectuer sur les chaussées des marques qui ne disparaissent pas dans les 24 heures.

- Le fléchage de la course sera mis en place la veille et sera retiré au plus tard le lendemain. Il ne devra être apposé ni affiche, ni papillon sur les panneaux de signalisation, sur leurs supports, sur les bornes kilométriques et sur les arbres.

#### Article 9

Les organisateurs resteront responsables des accidents ou dommages causés tant aux voies empruntées qu'aux personnes et aux biens, et sous réserve expresse du droit des tiers, des

risques pour lesquels ils ont déclaré avoir contracté une assurance dans les conditions indiquées à l'article R. 331-10 du code du sport.

#### Article 10

Sauf autorisation délivrée par le maire de Jouy-en-Josas, l'usage de haut-parleur est formellement interdit.

#### Article 11

La présente autorisation est accordée sans préjudice des pouvoirs de police du maire de Jouy-en-Josas qui pourra, à tout moment, interdire le déroulement de l'épreuve, s'il constate que la sécurité des élèves, des spectateurs ou autres usagers de la route, n'est pas ou n'est plus assurée, ou que les organisateurs ne respectent pas ou ne font pas respecter les prescriptions du présent arrêté.

Les agents de l'Etat présents, effectuant les mêmes constatations, sont également habilités à retarder le commencement de l'épreuve ou la suspendre jusqu'au respect des prescriptions du présent arrêté.

#### Article 12

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront relevées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

#### Article 13

Monsieur le Sous-préfet de Mantes la Jolie, monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et monsieur le Maire de Jouy-en-Josas sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à l'organisateur, et pour information à Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Yvelines, à Monsieur le Directeur Départemental de la cohésion sociale et au Service Départemental d' Incendie et de Secours des Yvelines

Le Sous-préfet,  
Délégué départemental pour les manifestations sportives



Frédéric VISEUR



La présente décision peut faire l'objet d'une contestation devant le tribunal administratif de Versailles dans les deux mois à compter de sa réception, dans le cadre d'un recours contentieux. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de madame la préfète des Yvelines ou d'un recours hiérarchique auprès de la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.

Le recours gracieux ou/et hiérarchique interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant la décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).



MANIFESTATION SPORTIVE Développement Durable

Couches : ZPS  SIC  PNR  RNR  SA  ADM  CIS  CAD

Les tracés et les impressions de cartes effectués sur ce site sont dédiés à un usage strictement administratif.

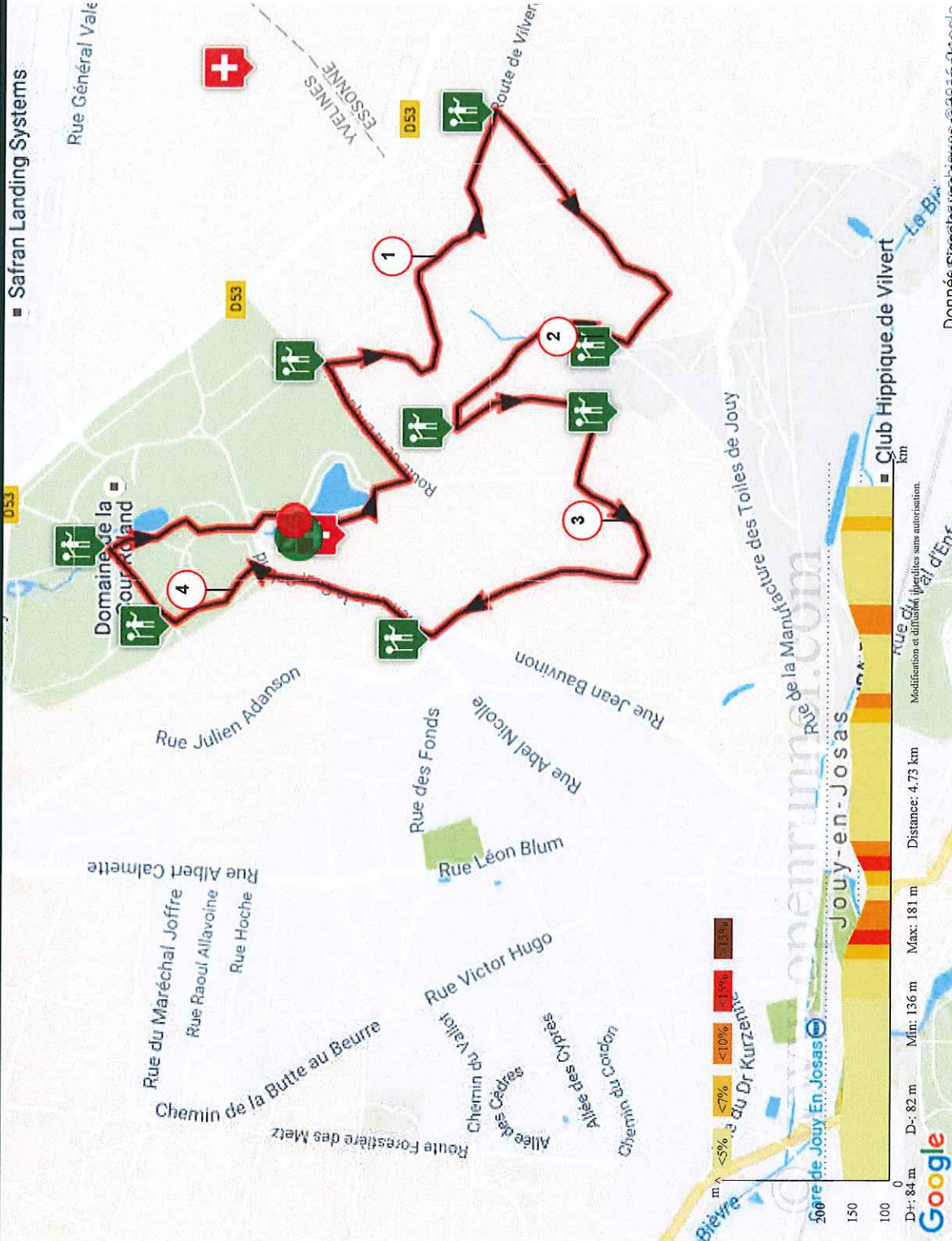
Téléchargement GPS

Safran Landing Systems

cross de la tortue  
Distance : 4.73km  
Auteur : elpayaso  
ID du parcours : 5636788

VU POUR DEMEURER  
ANTES-LA-JOLIE, le

16 SEP. 2016



M. le Sous-prefet



Frédéric VISEUR

Donnée Signaler une erreur cartographique





*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DES YVELINES**

## Arrêté n° 2016260-0003

**signé par**

**Frédéric VISEUR, Sous-Préfet de Mantes la Jolie**

**Le 16 septembre 2016**

**Yvelines**

**S/Prefecture de Mantes la Jolie**

**ARRETE PORTANT AUTORISATION DE MANIFESTATION SPORTIVE - N°PDMS 2016/  
147 "la foulée chesnaysienne "**



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES YVELINES

Plateforme Départementale des Manifestations Sportives

Affaire suivie par Ousmane DIOP

☎ 01 30 92 85 40

Fax 01 30 92 85 22

@ : [ousman.diop@yvelines.gouv.fr](mailto:ousman.diop@yvelines.gouv.fr)

Mantes la Jolie, le 16 SEP. 2016

## ARRETE PORTANT AUTORISATION DE MANIFESTATION SPORTIVE

### ARRETE N° PDMS 2016/ 147 « La foulée chesnaysienne 2016 »

Le Préfet des Yvelines,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, spécialement ses articles L.2213-1, L.2213-2, L.2213-3 et L.2215-1 ;

VU le Code de la Route ;

VU le Code du Sport, notamment le titre III de la partie réglementaire ;

VU le décret n° 92-757 du 3 août 1992 du ministère de la justice, modifiant le code de la route et relatif à la sécurité, des courses et épreuves sur les voies ouvertes à la circulation publique ;

VU l'arrêté du 26 août 1992 du ministre de la justice portant application du décret n°92-757 du 3 août 1992 ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 mars 1992 portant réglementation particulière des épreuves sportives sur la voie publique ;

VU l'arrêté du ministre de l'intérieur en date du 15 décembre 2015 portant interdiction des concentrations ou manifestations sportives sur les routes à grande circulation à certaines périodes de l'année 2016 ;

Considérant la demande présentée par le club « Athlétisme Le Chesnay 78 », représentée par Mme Aude LABEYRIE, tendant à obtenir l'autorisation d'organiser, le 18 septembre 2016, une course pédestre intitulée « la foulée chesnaysienne 2016 » dont le départ aura lieu au Chesnay.

VU l'avis du maire du Chesnay ;  
 VU l'avis de la Direction Départementale de la Sécurité Publique;  
 VU l'avis du Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Yvelines ;  
 VU l'avis de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale ;  
 VU l'avis de la Commission Départementale des Courses Hors Stade ;  
 VU l'arrêté préfectoral 2016243-0003 en date du 30 août 2016 donnant délégation de signature à Monsieur le Sous-préfet de MANTES LA JOLIE ;

## **ARRETE**

**ARTICLE 1 :** La course pédestre intitulée «La foulée chesnaysienne 2016 » du 18 septembre 2016 est autorisée en tant qu'elle concerne les voies ouvertes à la circulation publique, à l'exclusion de toutes propriétés et voies privées pour lesquelles, il appartient au pétitionnaire de s'entendre avec les propriétaires.

Le départ de la course se fera à 09h15 sur des distances de 1, 3 et 10 km. Le nombre de participants est d'environ 1500 personnes.

Cette épreuve ne devra servir qu'à des fins sportives.

**Cette course ne bénéficie pas de la priorité de passage.**

### **ARTICLE 2 :**

La sécurité de la course sera assurée par des **signaleurs**, munis de brassards, aux points indiqués dans l'annexe 1.

La liste nominative des signaleurs figure en annexe 2.

Les signaleurs doivent être identifiables par les usagers de la route au moyen d'un brassard marqué « **COURSE** » et doivent être en possession d'une copie de l'arrêté autorisant la course.

**Placés sous l'autorité et la responsabilité de l'organisateur, ils ne détiennent pas les prérogatives dévolues aux forces de l'ordre.**

- Les organisateurs devront appeler l'attention des concurrents sur le strict respect des dispositions du code de la route.
- Le règlement de la Fédération Française d'Athlétisme est à respecter.
- La sécurité médicale devra être assurée sur l'ensemble du parcours et durant toute la durée de l'épreuve.
- Un certificat médical de moins d'un an de non contre indication à la pratique sportive en compétition devra être présenté par les participants non licenciés auprès d'une fédération sportive.
- Le cas échéant, les riverains devront respecter les interdictions de stationnement et de circulation prescrites par les arrêtés municipaux.
- Un barriérage devra être mis en place de chaque côté de la chaussée sur une distance de 25 mètres de part et d'autre de la ligne d'arrivée.

- L'organisateur devra s'assurer que d'autres manifestations du même type ne se déroulent pas au même endroit et à la même heure.

**Respect des dispositions prescrites par le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Yvelines : le SDIS devra connaître le numéro de téléphone du PC course en cas de besoin. Cette information est à transmettre par écrit au SDIS 78 – groupement Opérations – BP 60571 – 78005 VERSAILLES Cedex (Fax : 01.30.83.86.09) ; le SDIS demande libre accès des secours en tout lieu de l'itinéraire ; le responsable présent devra centraliser les demandes de secours émanant des postes de secours ou de commissaires de course.**

**ARTICLE 3 :** La signalisation utilisée est celle qui sert à régler manuellement la circulation : Piquet mobile à deux faces, modèle **K 10** (un par signaleur).

Pourront en outre être utilisés les matériels de signalisation (barrage modèle **K 2**), signalant un obstacle de caractère temporaire et sur lesquels le mot "**course**" sera inscrit. Les équipements prévus à l'article 3 doivent être fournis par l'organisateur.

**ARTICLE 4 :** Les signaleurs devront être présents et les équipements mis en place un quart d'heure au moins, une demi-heure au plus, avant le passage théorique de la course, et retirés un quart d'heure après le passage du véhicule annonçant la fin de la course.

**ARTICLE 5 :** Il est expressément interdit aux concurrents, aux organisateurs ainsi qu'à toute autre personne de jeter sur la voie publique : prospectus, journaux, tracts, papiers, échantillons ou produits quelconques, et d'effectuer sur les chaussées des marques ne disparaissant pas dans les vingt-quatre heures. Il ne devra être apposé ni affiche, ni papillon sur les panneaux de signalisation, sur les supports et sur les bornes kilométriques.

**ARTICLE 6 :** Les concurrents ralentiront et même s'arrêteront toutes les fois qu'ils pourraient être cause d'accidents, de désordre ou de gêne pour la circulation. Ils se conformeront aux dispositions générales ou règlements concernant la police de la circulation.

Si l'épreuve comporte la traversée de passages à niveau, les organisateurs devront assurer la présence à ces endroits de commissaires spécialement chargés de maintenir l'ordre parmi les concurrents.

**ARTICLE 7 :** L'usage de haut-parleur sur voiture automobile est formellement interdit.

**ARTICLE 8 :** A aucun moment, les conducteurs des véhicules suiveurs, dont le nombre ne devra pas dépasser trois voitures et trois motos, ne devront par leur comportement empêcher les dépassements.

**ARTICLE 9 :** Avant le début de la manifestation, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique ou son représentant, le responsable de la sécurité de la manifestation, ainsi que le maire du Chesnay, ou son représentant, sont habilités à contrôler que les mesures de sécurité des concurrents sont effectivement mises en place.

**Si les prescriptions du présent arrêté n'étaient pas respectées, la manifestation ne pourrait avoir lieu.**

**ARTICLE 10 :** Les organisateurs resteront responsables des accidents ou dommages causés tant aux voies empruntées qu'aux personnes et aux biens et sous réserve expresse du droit des

tiers, risques pour lesquels ils ont déclaré avoir contracté une assurance dans les conditions indiquées.

**ARTICLE 11 :** L'autorisation de déroulement de l'épreuve pourra être rapportée à tout moment, notamment par Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, ou son représentant, par le maire du Chesnay ou son représentant agissant par délégation de l'autorité administrative, s'il apparaît que les conditions de sécurité ne se trouvent plus remplies ou que les organisateurs, malgré la mise en demeure qui leur en aurait été faite par l'autorité administrative ou ses représentants qualifiés, ne respectent plus ou ne font plus respecter par les concurrents les dispositions que le règlement particulier de la manifestation et le présent arrêté prévoyait en vue de la protection du public et des concurrents.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par procès verbal et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 12 :** Le Sous-préfet de MANTES-LA-JOLIE, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et M. le Maire du Chesnay sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à l'organisateur et pour information au Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et au Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Yvelines

Le Sous-préfet,  
Délégué départemental pour les manifestations sportives



Frédéric VISEUR

La présente décision peut faire l'objet d'une contestation devant le tribunal administratif de Versailles dans les deux mois à compter de sa réception, dans le cadre d'un recours contentieux.

Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de monsieur le préfet des Yvelines ou d'un recours hiérarchique auprès de la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.

Le recours gracieux ou/et hiérarchique interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant la décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).



**E** Foulée Chesnayenne  
18 septembre 2016

**F**

**G**

VU POUR DEMEURER  
ANNEXE 1  
MANTES-LA-JOLIE, le

16 SEP. 2016


 Parcours.

**H** D et A: Départ et Arrivée  
sur Barrière Vauban

 Signaleurs

 Police municipale

 Secours Sociaux

 contrôle d'accès unique

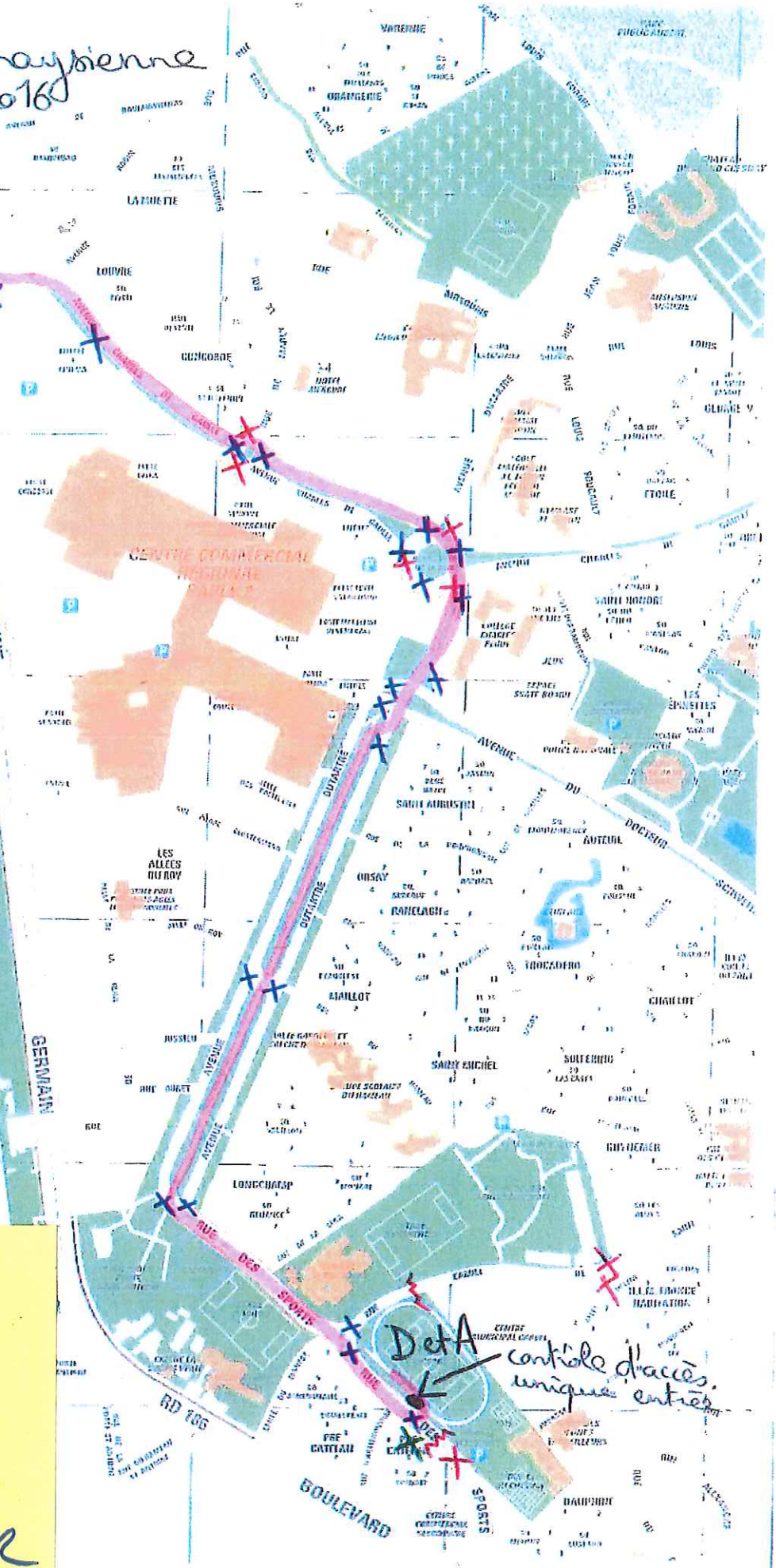
**RESIDENCES**

|                    |     |
|--------------------|-----|
| ALLES DU ROY (LES) | E12 |
| AUTEUIL            | E14 |
| BAGATELLE          | E5  |
| BERLIOZ            | E6  |
| GRETEUIL           | E5  |

Le Sous-Prefet,



Frédéric VISEYR



VU POUR DEMEURER  
ANNEXE  
MANTES-LA-JOLIE

16 SEP. 2016



## SECURITE EPREUVE SPORTIVE : LES SIGNALEURS

NATURE ET DENOMINATION : FOULEE CHESNAYSIENNE  
ORGANISATEUR : LE CHESNAY 78 ATHLETISME

DATE : 18 SEPTEMBRE 2016

RESPONSABLE : AUDE LABEYRIE

| NOM - PRENOM          | DATE ET LIEU DE NAISSANCE     | ADRESSE   | N° DE PERMIS DE CONDUIRE |
|-----------------------|-------------------------------|---|--------------------------|
| LABEYRIE Roselyne     | 18/11/1949 Le Chesnay         | 15 Domaine du Pt Beauregard 78170 LA CELLE ST CLOUD | 784911187                |
| MULOT Pierre-Antoine  | 21/02/1979 Le Chesnay         | 6, square Debussy 78150 LE CHESNAY                  | 961078400440             |
| VENIER Christelle     | 04/11/1977 Versailles         | 6, square des Marronniers 78150 ROCQUENCOURT        | 931278300406             |
| LABEYRIE Patrick      | 17/06/50 Maroc                | 15 Domaine du Pt Beauregard 78170 LA CELLE ST CLOUD | 258807                   |
| MULOT Armelle         | 04/03/1956                    | 17, rue de la Résistance 78150 LE CHESNAY           | 297202                   |
| MAIRE Olivier         | 07/06/1952 Paris              | 80, rue de Glatigny 78150 LE CHESNAY                | 7852060775               |
| DE MIRANDA Célia      | 07/07/1964 Portugal           | 9, allée des Comtesses 78150 LE CHESNAY             | 820778400006             |
| GASPAROTTO Alain      | 11/03/1953                    | 45, rue de Glatigny 78150 LE CHESNAY                | 94876                    |
| GASPAROTTO Dominique  | 01/02/1955                    | 45, rue de Glatigny 78150 LE CHESNAY                | 751192210181             |
| LABEYRIE Aude         | 17/05/1984 Le Chesnay         | 6, square Debussy 78150 LE CHESNAY                  | 30978300183              |
| JOURDAN Josiane       | 12/12/1947 St Pierre Bellevue | 9, allée des Comtesses 78150 LE CHESNAY             | 48443                    |
| DESPIERRE Alain       | 30/01/1951 Suresnes           | 27, rue de Versailles 78150 LE CHESNAY              | 94,7218531               |
| POTONNE Jean-François | 09/03/1972 Versailles         | 20, avenue de Montespan 78150 LE CHESNAY            | 910278400521             |
| GUERRAND René         | 23/12/1942 Parc d'Anxtot      | 8, rue du Dr Audigier 78150 LE CHESNAY              | 656640                   |
| VALTON Jean-Pierre    | 09/08/1955 Paris              | 3, square Shakespeare 78150 LE CHESNAY              | 92/46470A                |
| LE BARON Jean Noël    | 25/12/1971 Auray              | 9, rue du Hameau 78150 LE CHESNAY                   | 9,40178E+11              |